

# Europe : Les marches contre le chômage



• avril 1997 • n° 412 •

# IMPRECOR

35 FF / 7 FS / 150 FB  
PRIX :

# Europe : Extrême droite, racisme et résistance

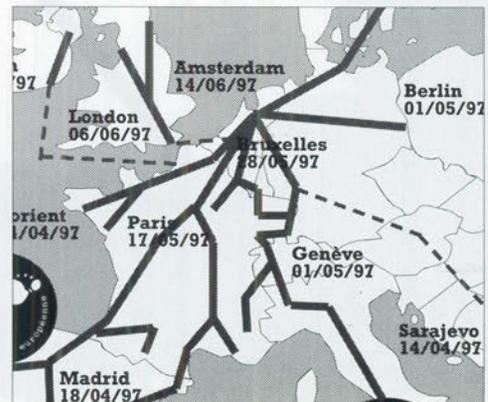
# SOMMAIRE

<b>EUROPE</b> Naissance du syndicalisme européen <i>François Vercammen</i>	3
<b>ALBANIE</b> Quand les damnés de la terre deviennent un peuple en armes <i>Geroges Mitralias</i>	4
<b>EQUATEUR</b> La victoire confisquée <i>Lettre ouverte de Rosendo Rojas</i>	7
<b>ALGERIE</b> Liberté d'organisation en danger <i>Document</i>	8
<b>RWANDA</b> Trois ans après le génocide <i>Gasana Ndobu</i> Les femmes africaines s'engagent pour la paix et le développement <i>Denise Comanne</i>	9
<b>ETAT D'ISRAËL</b> Les provocations de Netanyahu <i>Michel Warshawski</i>	14

## Dossier: extrême droite, antifascisme, antiracisme en Europe

Europe L'extrême droite en Europe <i>Entretien avec Jean-Yves Camus</i>	20
Italie Le nouveau visage de la droite <i>Salvatore Cannova</i>	14
Autriche Le FPÖ néofasciste ? <i>Boris Jezek</i>	17
France La résistible ascension du F. Haine <i>Myosotis Walner</i>	20
France Des intellectuels contre Debré <i>Entretien avec Daniel Bensaid</i>	22
Belgique Droit de vote aux immigrés <i>Vincent Scheltiens</i>	23

<b>EUROPE</b> Les marches européennes contre le chômage <i>François Vercammen</i>	29
<b>GRECE</b> Enjeux et perspectives <i>Ilyas Altinoglu</i>	32
<b>NOTES DE LECTURE</b>	34
<b>NOUVELLES DU MONDE</b> L'actualité d'Ernest Mandel, Assises pour les droits des femmes	36



# Naissance du syndicalisme européen

*Cela s'est passé chez Renault à Vilvorde (près de Bruxelles) en Belgique.*

*Par François Vercammen*

**LE 27 FÉVRIER, À 17 H** des bruits courent que l'usine va être fermée. La grève est immédiate. Le stock des voitures terminées qui, depuis le matin, était en train d'être évacué par la direction, est bloqué et pris comme trésor de guerre. L'usine est occupée et barricadée. Les travailleurs descendent dans la rue pour leur première manifestation dans la ville. D'autres se précipitent pour intercepter le patron qui tient une conférence de presse au Hilton, l'hôtel chic de la capitale.

Ainsi, démarre un mouvement qui fera date dans l'histoire sociale : il deviendra la première véritable grève européenne.

C'est avec la rage au cœur, que la riposte s'enclenche. La conscience de classe bondit. Pour ce qui concerne la rage : en 1993, ils avaient, bon gré mal gré, accepté la flexibilisation du temps de travail (durée annuelle restant égale, mais une journée de travail comporte désormais neuf heures, et les semaines de trois jours, de quatre jours et de cinq jours s'alternent. Au gré du marché et du patron). « Pour sauver l'usine... ». Rien n'est sauvé. Première leçon de choses !

La deuxième : aucune norme contraignante n'existe qui puisse limiter la toute puissance de la multinationale (la démagogie de l'OCDE, agence du grand capital occidental, se dégonfle).

La troisième : sur le plan institutionnel, l'Europe sociale est inexistante. Les règles sont minces et, si elles existent, elles ne sont, de surcroît, pas respectées. Ainsi en va-t-il de l'information préalable au conseil d'entreprise européen. Par contre, l'UE pousse jusqu'au bout la concurrence entre classes ouvrières : ainsi apprend-on que le gouvernement espagnol, aidé par la Commission européenne, subventionne l'usine de Renault en Espagne pour augmenter sa capacité productive !

La rage et la perplexité se sont vite transformées en une riposte raisonnée. Il faut repartir de loin. Ne pas se laisser abattre. L'usine n'avait plus connu de grande grève depuis 1979 où le temps de travail était passé de 39 h à 37 h par semaine sans perte de salaire avec un effort acharné pour contrôler les cadences. Depuis, il y a eu la convention collective de 1993 sur la flexibilité : une défaite... Mais le taux de syndicalisation est élevé. L'unité syndicale (socialiste, démocratique, libérale) se réalise vite. L'action est forte. La leçon d'autres expériences a été assimilée : l'occupation d'usine s'accompagne tout de suite d'actions qui s'adressent

au grand public. Les pouvoirs publics s'émeuvent. Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Toujours dans la foulée de la « marche blanche » et de la manifestation de Clabecq, la lutte acquiert une résonance morale forte dans le pays. Elle n'est pas isolée. Au contraire.

Reste le volet européen. Dès le 28 février, il y a un communiqué de presse émanant de la CFDT de Renault-Billancourt qui refusera d'accepter le travail délocalisé en provenance de Vilvorde. A Cléon, il y a une première action de solidarité. Soulagement, car on connaît le « produire français » que la CGT avait inculqué pendant des années aux travailleurs en France. Mais de toute façon, mieux vaut aller sur place. La première descente est à Douai : l'accueil y est mitigé ; les travailleurs ont peur ; une douche froide. Puis, descente sur Paris. Les fraternisations se multiplient avec les « Renault » en France ; Mais aussi avec le public français : croissants et café des habitants lors de l'occupation d'un centre de distribution.

Quelle chose a décidément changé dans le « climat » en Europe. Il faut dire que le seigneur Schweitzer, patron de Renault, ex-chef de cabinet du socialiste Fabius, a la gueule arrogante de l'emploi. Une vraie incitation à la lutte de classe. En plus, les délégués français le savaient depuis quelque temps : après Vilvorde, ce sera aux usines françaises d'être rationalisées.

Voilà que le syndicalisme européen vient de naître, de la base, dans l'action, transversalement.

**L'ACTE EST DATÉ ET SIGNÉ.** Le 3 mars, les délégations syndicales de toutes les usines du groupe Renault (sauf celle de Slovénie qui sera présente à la manifestation des 70 000 à Bruxelles, le 16 mars) se réunissent et publient un communiqué de presse. Elles y expriment leur volonté de s'opposer à la fermeture à Vilvorde et au plan de rationalisation en France. Elles dressent un plan d'action : délégation commune au conseil d'entreprise du groupe (6 mars), et une grande première : une heure de grève dans tous les établissements du groupe Renault en Europe alors que l'usine en Belgique reste occupée et tout le secteur automobile en Belgique participera à l'action. Puis, une grande manifestation à Paris, le 14 mars.

**MAIS ENSUITE ? QUELS OBJECTIFS ?**

Une idée qui perce, c'est une réduction radicale du temps de travail dans tous les établissements du groupe, sans fermeture, sans

délocalisation et avec maintien de l'emploi. Et du salaire ?

Mais tout de suite, le problème de la concurrence acharnée entre grands groupes de l'automobile sur le marché européen (et qui se répercute sur les classes ouvrières), se pose.

Donc : il faudrait que cela se fasse dans l'ensemble du secteur automobile dans l'UE. Mais au niveau de l'Union Européenne, l'Europe sociale n'existe pas. Il y a rien dans les traités. Et où est la CES, la confédération des syndicats européens, dans tout cela ? Légèrement, il n'y a rien sur quoi on puisse s'appuyer : pas de pouvoir au conseil d'entreprise européen. Le bilan de la CES, des gouvernements avec des ministres socialistes, les membres de la Commission européenne (dont la moitié a une carte PS en poche) est un désastre.

**ALORS, C'EST L'IMPUISSANCE ?**

Pas du tout

Il suffit que les directions syndicales des Confédérations syndicales exigent de leurs gouvernements, en premier lieu, de leurs « amis politiques » (sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens), qu'ils bloquent les réunions de la Conférence intergouvernementale. Qu'ils refusent de collaborer à la révision du traité de Maastricht et à la mise en place de l'Union monétaire si, au préalable, le Conseil des ministres européens n'adopte pas quelques règles sociales élémentaires : un droit de veto suspensif des délégués des travailleurs face aux fermetures ; l'instauration d'une information préalable et dans les délais de toute mesure de licenciements collectifs ; qu'en cas de licenciement, de restructuration d'entreprises qui ne sont pas sans difficulté, il y ait obligation légale de payer des indemnités importantes, de rembourser toutes les aides perçues, que le coût des licenciements soit porté par l'entreprise et pas par la collectivité (chômage, pension, etc.), que l'entreprise paye les plans sociaux pour la réinsertion des travailleurs. Par ailleurs, que le conseil des ministres européen adopte un règlement (= une loi contraignante sur le plan national) instaurant la semaine de 35 heures sans perte de salaire.

Les « Renault » n'ont pas seulement créé le syndicalisme européen. Ils ont aussi montré l'urgence d'une solution européenne au chômage et dévoilé les mécanismes institutionnels pour y arriver.

★

# Quand les damnés de la terre deviennent un peuple en armes

*L'insurrection du peuple albanais ne laisse aucun doute. Le vingtième siècle se termine exactement comme il a commencé : sur les barricades de l'humanité exploitée et humiliée qui n'arrête pas de mourir et de ressusciter...*

Par Georges Mitralias

Athènes, 16 mars 1997

Mystérieuse et exotique Albanie ! Si l'on en juge d'après les informations et des analyses déversées depuis un mois sur l'opinion publique internationale par les médias occidentaux, il ne nous reste qu'une conclusion : l'Albanie constitue un cas totalement à part et les Albanais sont des gens qui n'appartiennent pas au monde « civilisé ».

Alors, à partir de cette base de départ, tout pourrait devenir compréhensible : l'explosion populaire serait due au fait que la population albanaise est tellement naïve qu'elle a pu être escroquée par les « schémas pyramidaux » des établissements para-bancaires qui ne pourraient exister et fonctionner nulle part ailleurs. Ensuite, l'insurrection qui a suivi au sud du pays, serait due au fait que l'Albanie serait coupée en deux, le sud étant traditionnellement contre le nord. Et enfin, la guerre civile qui résulterait tout naturellement de cette confrontation « tribale », ne pourrait aboutir qu'à un « chaos » venu du fond des temps. Conclusion : le cas albanais serait unique en Europe orientale, sa révolte populaire n'aurait rien à voir avec les révolutions du passé, et le rétablissement de l'ordre ne pourrait venir que de l'extérieur. Bons ou mauvais sauvages, les pauvres Albanais seraient ainsi, incapables — par excellence — d'entrer dans l'ère moderne sans l'assistance du monde « civilisé »...

### LES MYTHES ALBANAIS À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ

Tout cela est complètement faux. Les Albanais n'ont pas été plus naïfs que les 5 millions de Roumains, les 3 millions de Russes ou les centaines des milliers de Bulgares et de Macédoniens qui ont cru — ou continuent à croire — aux tristement célèbres « schémas pyramidaux ». Mais, les diverses para-banques du genre « Vefa » en Albanie ou « MMM » (de l'escroc-député Serguei Mavrodi) en Russie, ne sont pas l'apanage des pays de l'Est européen à la fin de ce siècle. Les « pyramides » ont été inventées aux USA dans les années 30 et par la suite, elles ont fait des ravages même en Europe occidentale. Donc, les pauvres Albanais n'ont pas été plus



« naïfs » que les Russes, les Français, les Luxembourgeois ou les Grecs... Cependant, il y a un « détail » qui rend l'histoire des « pyramides » albanaises encore plus intéressante : c'est le fort vénérable Fonds monétaire international (FMI) qui est intervenu directement en Albanie, pour faire abolir la législation adoptée en 1992 et en 1995 (article 28 de la loi 7560/1992) et qui protégeait les épargnants des tentacules de ces établissements bancaires. La nouvelle loi (8075/1996) rédigée par les experts du FMI et votée en 1996, déréglait complètement le système bancaire et ne prévoyait plus des garanties de la part des banques qui promettaient des taux d'intérêt mirobolants (plus de 100 % par mois) !

Il ne s'agissait pas d'une simple « erreur » des autorités albanaïses et du FMI. En réalité, il s'agissait de préparer le terrain pour qu'il y ait la très classique *accumulation primitive des capitaux* dont la bourgeoisie naissante de l'Albanie avait tant besoin. C'est ainsi que l'établissement para-bancaire « Vefa » a pu devenir en un temps record, un holding contrôlant plus de 240 entreprises de toute espèce, allant des chaînes de supermarchés et de pompes à essence, aux stations balnéaires et à l'alimentation. D'ailleurs, la somme totale de l'épargne escroquée à 90 % (!) de la population albanaïse, était tellement importante (plus de 2 milliards de dollars ou 80 % du PNB), que cette accumulation primitive aurait été un succès total s'il n'y avait pas eu l'insurrection armée du peuple albanaïse qui a suivi.

Les très lourdes responsabilités du FMI, de la Banque mondiale et des autres institutions internationales du grand capital ne se limitent pourtant pas à l'aveuglement dont elles ont fait preuve dans l'affaire des « schémas pyramidaux ». Pendant des années, elles ont cultivé sciemment le mythe d'une économie albanaïse qui progressait avec des rythmes (plus de 10 % par an) défiant toute concurrence en Europe occidentale et orientale. Selon leurs experts, l'Albanie de Berisha était devenue un pays modèle et un laboratoire des succès vertigineux du néolibéralisme.

Encore une fois, il s'agissait d'une falsification totale de la réalité. « On s'est foutu de notre gueule », admet maintenant un de ces experts de l'Institut d'études comparatives de Vienne qui constate que le bilan économique des cinq dernières années est tout simplement « catastrophique ». Et il s'explique : « *Quand l'industrie est presque complètement détruite, alors il n'est pas du tout difficile d'avoir des taux de croissance qui progressent à l'infini* ». L'industrie n'existe pratiquement plus, l'agriculture est délaissée par la majorité des paysans (surtout au sud), le chômage touche par endroit jusqu'à 80 % de la population et les seuls secteurs qui affichent des progrès fulgurants sont liés à la para-économie et au crime organisé (trafics en tout genre et culture de marijuana).

En dernière analyse, sans l'envoi au pays des maigres économies des 500 000 immigrés clandestins qui travaillent comme des esclaves en Grèce, en Italie et ailleurs, l'Albanie de Berisha n'aurait pas attendu le « chaos » actuel pour faire faillite...

### UNE INSURRECTION DE TOUT LE PEUPLE

Bien qu'il y ait une certaine « division » traditionnelle de l'Albanie en un Sud plus prospère, politisé et remuant et un Nord plus pauvre, docile et conservateur, l'insurrection a été le fait de tous les Albanais. Ce sont bien les villes du Sud (Vlore, Saranda, Gjirokastrë, Tepelene, Delvino, etc.) qui se sont insurgées les premières. Et c'est vrai que le Nord a attendu 10 jours avant de prendre le relais. Mais il n'y a jamais eu d'insurrection contre-révolutionnaire au Nord, comme nous en « informaient » les médias occidentaux. Même au pays natal (la petite ville de Bajram Curri) du Président, que la presse européenne décrivait comme un bastion de Sali Berisha, les habitants se sont armés aux cris de « *A bas Berisha* » et ont brûlé tout ce qui représentait le régime haï !

Alors, où est la guerre civile tant meurtrière que l'ensemble de la presse occidentale nous a présentée ? Étant donné que l'armée et la police albanaises ont littéralement fondu dès le début de l'insurrection et que le régime cherchait en vain sa base populaire, la guerre civile n'a été qu'un mythe fabriqué de toutes pièces par l'imagination de nos albanologues. En réalité, c'est l'immense majorité de la population albanaise du Nord et du Sud qui s'est insurgée, tandis que les quelques bourgeois et autres acolytes du pouvoir ont préféré, fort opportunément, se terrer en attendant des jours meilleurs.

Il n'y a donc eu ni division « tribale » du pays, ni résistance pro-Berisha, ni guerre civile ni massacres. Par contre, personne ne peut nier qu'il y a eu un certain chaos et une certaine « anarchie ». Mais, entendons-nous bien. La presse bourgeoise internationale a toujours insisté sur le fait que l'« anarchie » était le produit de l'effondrement de l'état albanaise, de ses institutions et surtout de ses « bandes armées », c'est-à-dire l'armée et la police. Son raisonnement était limpide : puisque l'ordre et la loi dépendent de l'existence de l'État (bourgeois), de son armée et de sa police, alors leur effondrement ne peut conduire qu'au « chaos ».

La réalité est toute autre. Il a suffi de quelques jours (4-5) pour que le peuple révolté commence à s'auto-organiser et à se doter d'organes d'auto-administration et d'autodéfense. Les premiers pas dans cette direction ont été effectués au niveau des villes et des villages libérés. Des conseils communaux entièrement nouveaux ont été formés et, profitant de l'adhésion des ex-officiers ou des officiers qui avaient déserté, les groupes d'autodéfense originaux se sont transformés en unités de partisans assez disciplinées et ayant des tâches bien définies.

Cependant, il manquait la coordination régionale de tous ces organes d'auto-administration. Ce fut chose faite seulement deux semaines après le déclenchement de la révolte à Vlore (28 février) : d'abord huit, et ensuite treize villes insurgées du Sud décidaient de former un « Comité national de salut public » composé des représentants de leurs propres « conseils communaux autonomes ». C'était l'embryon d'un double pouvoir doté de presque tous les attributs du pouvoir étatique : police, armée et organes d'administration des citoyens.

Malheureusement, nous manquons encore d'informations plus détaillées quant au fonctionnement réel de tous ces organes du pouvoir populaire naissant. Pourtant, nous savons déjà que les décisions importantes sont prises au cours des assemblées quotidiennes qui se tiennent en plein air (d'habitude sur la place centrale des villes et des villages) avec la participation de presque tous les habitants. Par exemple, c'est ainsi que les milliers de participants aux assemblées générales des villes du Sud ont pu contredire les prises de position conciliatrices de leur leaders (de Vlore ou de Gjirokastrë) et imposer comme première revendication le départ immédiat de Berisha. A plusieurs reprises, c'est la « vox populi » exprimée au cours de ces assemblées, qui a persuadé les directions locales de revenir sur les engagements qu'elles avaient pris sous la pression des émissaires des gouvernements occidentaux et de pas accepter le désarmement des citoyens avant que le régime ne soit renversé et son Président défenestré...

L'insurrection des villes du Nord ayant donné naissance aux mêmes phénomènes d'auto-organisation du peuple en armes, c'est finalement tout le pays qui s'est constitué en un pouvoir alternatif surgi des ruines de l'État précédent. Vers les 12-13 mars 1997, il n'y avait plus une, mais deux Albanies bien distinctes. L'une se résumait au centre administratif de Tirana, quadrillé par quelques centaines d'agents de la tristement célèbre « Shik » (la police secrète de Berisha), et l'autre englobait la totalité du pays qui s'était insurgé !

### LE PEUPLE INSURGÉ, LES PARTIS D'OPPOSITION ET BERISHA

Ce n'est pas un hasard si l'insurrection ne s'est pas reconnue dans le projet des partis de l'opposition et s'est déclarée indépendante d'eux. En effet, tout séparait le radicalisme des revendications du peuple en armes (démission et jugement de Sali Berisha, démantèlement du régime et de sa police secrète, réorganisation de l'État sur des bases nouvelles, remboursement intégral de l'argent volé par les schémas pyramidaux, punition exemplaire des responsables, etc.) de l'attitude conciliatrice envers le Président Berisha adoptée par la grande majorité des partis de l'opposition albanaise.

A vrai dire, à l'exception de l'Alliance démocratique, tous les autres partis ont fait preuve d'une modération qui cachait mal leur propre peur devant un mouvement populaire qui s'auto-organisait et qui par conséquent, n'avait plus besoin de leurs services. Dès le début de l'insurrection, les états-majors de l'opposition se sont sentis — à juste titre — non seulement dépassés par les événements, mais aussi menacés de devenir « inutiles ». Ce sentiment correspondait d'ailleurs à l'effritement rapide de leur base sociale qui leur tournait le dos au fur et à mesure qu'elle se radicalisait, investie comme elle l'était dans le processus de la transformation de la révolte en révolution.

On a assisté alors à un événement qui aurait été inimaginable seulement un mois auparavant : les directions de tous les partis de l'opposition acceptèrent l'autorité de Berisha, se mirent à discuter avec lui et à appuyer ses propositions. Tan-

dis que celui-ci continuait à dénoncer les « terroristes rouges » qui seraient derrière la révolte populaire, le parti Socialiste (ex-communiste) acceptait même de participer à la formation du nouveau gouvernement « d'union nationale », feignant d'« oublier » que ces « terroristes rouges » étaient ses propres militants ! Fait unique dans l'histoire mondiale, le socialiste Bashkim Fino devenait premier ministre pendant que son supérieur hiérarchique et leader incontestable du Parti socialiste, Fatos Nano restait otage du régime Berisha qui le gardait en prison depuis 1994 !...

C'était la confusion totale. Privée de ses troupes qui l'avaient abandonnée, la direction du Parti socialiste s'autonomisait et s'entre-déchirait. Le nouveau premier ministre et ex-maire de Gjirokastrë, Bashkim Fino, rencontrait les leaders de l'insurrection de sa ville natale et admettait le rôle incontournable du peuple en armes, tandis que le porte-parole du même Parti socialiste dénonçait les méfaits de l'« anarchie » et appelait au retour à la « normalité précédente ». Aux yeux des insurgés, les partis de l'opposition albanaise devenaient sinon des alliés de Berisha, du moins des formations politiques qui jouaient objectivement son jeu. Leur conclusion était inéluctable : le « Comité national de salut public » se déclarait tout de suite indépendant des partis et revendiquait ouvertement sa participation aux négociations en tant que « troisième pôle ».

Cependant, manquant de direction politique aux idées claires, le mouvement populaire se découvrait tiraillé entre sa dynamique spontanément subversive de l'ancien ordre et ce qui restait de sa vieille sympathie pour les partis de l'opposition. Il continuait à revendiquer la démission de Berisha, mais en même temps il ne se tournait pas contre tous ceux qui se compromettaient avec le même Berisha. Il « tolérait » le nouveau « gouvernement de réconciliation nationale » du premier ministre Bashkim Fino qui maintenait Sali Berisha au poste du Président de la République, mais en même temps il refusait catégoriquement de rendre les armes et de se soumettre à son autorité.

La conséquence en fut que trois semaines après le début de l'insurrection, il y avait trois centres de pouvoir plus au moins distincts en Albanie. D'un côté, ce qui restait de l'ancien régime Berisha était en pleine décomposition, mais survivait encore grâce au refus de l'ancienne opposition (l'actuel gouvernement de réconciliation nationale) de couper le cordon ombilical avec ce qu'elle appelait « l'ordre constitutionnel ». De l'autre côté, le peuple en armes et son « Comité national de salut public » se maintenaient comme « troisième pôle » indépendant, se déclarant complètement opposés à l'ancien régime, mais se montraient aussi prêts à se contenter d'un compromis avec le gouvernement de Mr.Fino.

En somme, tout indiquait déjà que la situation évoluait en faveur d'une solution hybride et intermédiaire qui remettrait à plus tard le dénouement final du conflit. Profitant de l'extrême affaiblissement du régime Berisha, de l'appui des chancelleries occidentales et surtout, du manque de direction révolutionnaire du mouvement populaire, le nouveau gouvernement prenait l'initiative, reconstituait un État minimal (police et armée) et se posait en sauveur de la patrie en danger. Pourtant, ce même gouvernement est trop hétéroclite pour pouvoir représenter une solution à long terme. Fait significatif, ses quelques milliers de supporters ont manifesté pour la première fois au centre de Tirana au cri de « nous voulons la paix », mais ont terminé leur marche en entonnant...l'Internationale ! Bizarreries albanaïses ? Non, pas du tout. En réalité, il s'agissait des militants du Parti socialiste qui exprimaient des sentiments aussi contradictoires que compréhensibles : d'un côté, leur

appui à ce gouvernement qui, de fait, a mis fin au règne dictatorial de Berisha, et de l'autre leur peur devant l'inconnue représentée par le peuple en armes. En tout cas, ce n'est pas la première fois dans l'histoire du vingtième siècle que des bureaucrates (dans ce cas des ex-staliniens devenus de très bons social-démocrates) entonnent l'Internationale pour exorciser une révolution en marche, perçue par eux comme un antagoniste ou pire, comme un danger en puissance...

#### QUEL AVENIR POUR L'INSURRECTION ALBANAISE ?

A l'heure où nous bouclons cet article (16 mars), la situation en Albanie reste plus que jamais confuse et rien n'est encore décidé. La faim et le désespoir qui commencent à ténasser des centaines de milliers d'Albanais, produisent déjà leurs premiers effets. Bien que les pertes humaines restent très limitées dans un pays où tout le monde est armé jusqu'aux dents (moins d'une centaine de morts après trois semaines d'insurrection), le danger d'anarchie et de chaos total est cette fois bien réel. Ces damnés de la terre auxquels on a fait croire par l'intermédiaire de la publicité, qu'en Occident « même les chats mangent dans des plats d'argent », seront bientôt prêts à faire n'importe quoi afin de satisfaire leurs besoins (et leurs rêves) élémentaires.

Cependant, on peut déjà faire un premier bilan provisoire de cette extraordinaire insurrection armée du peuple albanaïse, qui trouble tant d'esprits bien pensants en Occident. Il a donc suffi de la combinaison d'une grave crise économique, du truquage des élections (de mai 1996) et de la faillite des établissements para-bancaires pour que le régime Berisha perde toute légitimité et devienne l'ennemi à abattre numéro un pour l'écrasante majorité des Albanais. L'explosion sociale qui a suivi a très vite donné naissance à un pouvoir populaire assez bien structuré, qui disputait la gestion du pays au pouvoir central de Tirana. Le rapport de forces évoluant rapidement contre le régime Berisha, ce fut finalement une troisième force, les états-majors du Parti socialiste et des autres partis de l'opposition, qui ont pu profiter du vide de pouvoir pour s'en emparer provisoirement. Après trois semaines de révolte généralisée, s'est alors instauré un équilibre précaire qui peut être rompu à chaque instant. Bien que le mouvement populaire manque cruellement de perspectives claires, les faillites à venir des autres établissements para-bancaires ainsi que le refus de Sali Berisha de démissionner peuvent rendre illusoire toute stabilisation du « gouvernement de réconciliation nationale ».

En deux mots, il faudra du temps et tout le machiavélisme des puissances occidentales pour que l'insurrection albanaïse soit définitivement domptée. Entre temps, il n'est pas à exclure que la population armée ne profite des atermoiements de l'Occident et des bureaucrates du Parti socialiste albanaïse, pour se radicaliser, pour accentuer encore plus sa nature plébéienne, et enfin pour faire émerger des nouvelles directions qui seront à la hauteur des tâches qu'impose une dynamique de révolution permanente.

Le fait que l'insurrection albanaïse ne soit pas le produit de circonstances exceptionnelles qu'on trouverait par exemple seulement en Albanie et nulle part ailleurs, rend ces événements prémonitoires d'autres séismes sociaux tant dans les Balkans (par exemple en Bulgarie ou en Macédoine), que dans les pays de l'ex-Union Soviétique. Alexandre Lebed n'avait peut-être pas complètement tort quand il avertissait récemment que la Russie pourrait très bien devenir l'Albanie de 1998.



# Equateur : La victoire confisquée

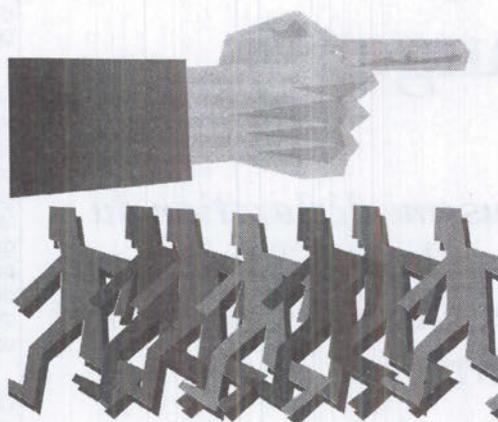
Le 18 février dernier, le Congrès a élu son nouveau président, pour remplacer Fabian Alarcon, président en titre jusqu'au 11 février, après sa nomination comme président de la République par intérim par le Parlement qui avait invalidé l'ancien président Abdala Bucaram. C'est le dirigeant du Parti social-chrétien (PSC), Heinz Moeller, qui a été élu par une alliance qui, outre son propre parti, regroupait la Démocratie populaire — Front national (DP-FN, sociaux-chrétiens), la Gauche démocratique (IC, sociaux-démocrates), le Front radical alfariste (FRA, le parti d'Alarcon), le Parti libéral (PLR), des députés indépendants et 5 des 6 parlementaires de Pachakutik-Nuevo Pais (MUPP-NP).

Rosendo Rojas, le député de Pachakutik qui a refusé de voter pour Heinz Moeller et s'est abstenu, est membre de la direction de Démocratie socialiste, l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale qui a intégré le MUPP-NP dès sa création. Il explique son choix dans la « lettre ouverte » que nous publions ci-après.

Les divergences qui se sont fait jour au sein de la coalition MUPP-NP traduisent la difficulté à préserver l'indépendance du mouvement de masse qui a chassé Bucaram et à renforcer la lutte contre le néolibéralisme. Lors de l'élection d'Alarcon comme président de la République par intérim, notre camarade Rosendo Rojas ne s'était pas désolidarisé des autres députés de Pachakutik : il faut dire qu'un vote unique a décidé de l'invalidation de Bucaram et de l'élection de son successeur.

Par la suite, la majorité du groupe parlementaire MUPP-NP a choisi de voter pour Moeller dans le cadre d'accords garantissant l'arrivée au pouvoir de personnalités soutenues par le mouvement populaire. Ainsi Teodoro Coello, ancien recteur de l'université populaire de la province d'Azuay, devait être nommé contrôleur général de la nation. Mais très vite, les supposés partenaires du MUPP-NP (PSC, DP-FN, ID et FRA) se sont ravisés et ont choisi un vieux conservateur, le Dr. Teran Varela. De même, Manuel Chiriboga a été écarté du poste de ministre de l'Agriculture pour lequel il était proposé par les organisations paysannes et indigènes. « *Nous ne devons pas tomber dans le piège du parlementarisme* » : ce constat est aujourd'hui largement partagé au sein du MUPP-NP. Il reste à en tirer toutes les conséquences.

La rédaction



## Chères et chers camarades,

Dans la nuit du 18 février, le bloc Pachakutik-Nuevo Pais n'a pas adopté une position unanime lors de l'élection du président du Congrès. La majorité des camarades a choisi de voter pour le Dr. Heinz Moeller Freire, personnalité de premier plan du Parti social-chrétien. J'ai décidé de m'abstenir. Je vous dois des explications sur les raisons de ma décision.

### Pourquoi je n'ai pas voté pour Moeller

Le soulèvement populaire du 5 février a clairement manifesté sa volonté de changements fondamentaux dans notre pays. Le peuple d'Equateur a réclamé le départ de Bucaram, mais pas pour changer seulement de tête ; il a condamné les politicards corrompus, la manipulation et l'escroquerie, et cette vieille politique qui condamne la majorité à la marginalité. Le peuple a rejeté le modèle néolibéral. Et le peuple s'est prononcé pour une démocratie radicale. Le mandat populaire du 5 février est un mandat contre le pays du passé.

Ma position est absolument fidèle à ces principes. Nous ne pouvons pas approuver que les anciens politiciens continuent à profiter du soulèvement du peuple : toute cette agitation dans le poulailler, il ne faut pas qu'après le 5, tout continue comme avant.

Le PSC dont le Dr. Moeller est une des principales figures représente l'opposé exact de ce mandat. Ils sont et ont été impliqués dans cette vieille politique de tractations et de compromis au Congrès et au gouvernement. Le PSC a déjà exercé le pouvoir et

nous a montré son vrai visage, celui de la répression et des disparitions. Le PSC défend une politique néolibérale. Il est, aujourd'hui comme hier, inadmissible de favoriser le renforcement des sociaux-chrétiens au pouvoir, sur le dos de la mobilisation populaire du 5 février. Le mandat populaire ne nous demandait pas de voter pour les sociaux-chrétiens.

Pour le mouvement populaire, pour les espoirs de libération, l'élection de Moeller est une défaite dans le cadre de la victoire du 5. Ma position, conforme à la décision prise les 14 et 15 février par la Coordination des mouvements sociaux et le Front patriotique, consiste à exiger l'application du mandat en s'appuyant sur la mobilisation indépendante du mouvement populaire.

### Le bloc du MUPP-NP n'a pas éclaté

Mon organisation, Démocratie socialiste, l'a dit et répété : nous considérons Pachakutik-Nuevo Pais comme un immense progrès pour le mouvement populaire et les citoyens démocrates, qui peuvent enfin faire entendre leur propre voix et leurs propres espérances ; et nous continuerons à travailler pour son renforcement.

Le 18 février, c'est un désaccord politique qui s'est révélé au sein du bloc parlementaire, comme cela s'est déjà produit et pourra se reproduire à l'avenir. Mais Pachakutik-Nuevo Pais est un mouvement non homogène démocratique, qui inclut toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Le MUPP-NP continue à représenter le meilleur de la société équatorienne, et nous continuerons à le défendre comme à présent, convaincus que la meilleure façon de le faire, c'est d'être fidèle à ses principes.

Le bloc n'est donc pas rompu, pas plus que le mouvement. Des points de vue différents et des divergences apparaissent sur l'actualité et les tâches politiques, qu'il ne faut pas dissimuler, mais cela ne va pas plus loin. Et c'est le devoir de chacune et de chacun de participer à ces débats, car c'est ainsi que nous construisons notre image et notre profil indépendant pour l'avenir.

Fraternellement  
Rosendo Rojas Reyes  
Député de l'Azuay MUPP-NP  
Quito, le 19 février 1997

# Algérie

## Liberté d'organisation en danger

*Nous publions ci-dessous une déclaration du Parti socialiste des travailleurs (PST, section algérienne de la IV<sup>e</sup> internationale) concernant la nouvelle loi sur les partis.*

*Document*

« LE PST A ÉTÉ DESTINATAIRE d'une correspondance du ministère de l'Intérieur l'invitant à se conformer à la nouvelle loi sur les partis en modifiant l'article 4 de ses statuts. Le PST s'indigne de cette démarche de musellement de la liberté d'organisation, qui annonce sans rougir que cinquante-trois formations politiques sont hors la loi si elle ne se plie pas à la volonté officielle de contrôler leurs programmes.

« LE PST NE SAIT si ce sont ses revendications d'arabisation proches du dialectal et d'officialisation de tamazight ou celle de la laïcité de l'école et de l'Etat qui dérangent le ministère de l'Intérieur. A moins que ce soit son intérêt pour le progrès de l'humanité qui est jugé incompatible avec la politique de paupérisation universelle du FMI.

« PARMIS LES HUIT FORMATIONS que la presse annonce conformes à la loi, on notera un parti représentatif comme le Front des forces socialistes (FFS) qui a réchappé de justesse, par la grâce d'amendments introduits par le Conseil constitutionnel et un Rassemblement national démocratique (RND) proclamé très récemment par les partisans de M. Zéroual et qui ne peut bénéficier, nous semble-t-il, des dispositions transitoires qui concernent les partis agréés en vertu de la loi de juillet 1989. Le PST estime que, tant qu'ils n'attendent pas à la liberté des autres, tous les citoyens, tous les regroupements de citoyens, même les soutiens de M.

Zéroual, ont droit à l'activité politique. C'est au peuple qu'il revient de trancher pour le reste.

« CES LOIS OBLIGENT les partis à quémander leur reconnaissance à leurs adversaires actuellement au pouvoir, donnent aux fonctionnaires de l'Intérieur le droit d'interpréter les statuts des formations politiques, de contrôler leur fonctionnement et jusqu'à la liste de leurs adhérents, elles sont antidémocratiques et ouvrent la voie à l'arbitraire. En ce moment pénible où le droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté de circuler et de s'exprimer est bafoué par la barbarie des groupes armés intégristes et la brutalité des forces de répression, il peut paraître secondaire de s'intéresser aux atteintes à la liberté d'organisation. Pourtant, aucun espoir n'est possible sans l'expression libre du peuple, sans son intervention directe dans le champ politique où se décide son destin.

« LE PST DÉNONCE avec vigueur cette procédure indigne, mais considère essentiel de ne pas s'absenter du débat public. Il utilisera, loin de toute compromission, les possibilités légales de s'adresser aux masses laborieuses de notre pays. La direction du PST mandate le secrétariat national pour examiner la question et prendre les dispositions nécessaires »

La direction nationale du PST  
Alger, le 21 mars 1997

# Liban

## Samir Al Qantar sera-t-il libéré ?

L'article ci-dessous a été publié par notre camarade M<sup>e</sup> Kamil Dagher dans le quotidien libanais *Al Safir* sur le cas de Samir Al Qantar qui croupit dans une prison israélienne depuis 18 ans. Nous en reproduisons de larges extraits.

Samir Al Qantar est sans doute le doyen des prisonniers libanais en Israël. Il fut arrêté le 22 avril 1979, lors de sa descente avec plusieurs de ses camarades à la plage de Nahariya (Liban) pour exécuter une opération contre l'armée et les gardes frontaliers israéliens. Cette opération avait fait, à l'époque, deux morts parmi ses compagnons et deux blessés, dont lui-même, et avait provoqué du côté israélien la mort d'un policier et de plusieurs membres d'une famille chez laquelle les combattants avaient été obligés de se replier une fois encerclés par l'armée sioniste.

La guerre civile libanaise poussa Samir Al Qantar dès son jeune âge à s'engager politiquement. Refusant de rejoindre les milices confessionnelles, les rêves et les aspirations de Samir l'amènent à embrasser la perspective d'un changement radical. Un changement révolutionnaire de la réalité libanaise dans le cadre d'un processus de transformation plus large : celui de toute la région arabe, tel fut le choix de Samir. C'est ainsi qu'il adhéra en 1977, à l'âge de 15 ans, à une petite organisation le Groupe communiste révolutionnaire (GCR). Malgré sa participation critique aux combats contre le projet réactionnaire confessionnel, le GCR considérait, à l'époque, que sa tâche prioritaire était d'ordre propagandiste dans la perspective de gagner un mouvement de masse à sa ligne politique.

(...) A l'époque Samir Al Qantar ne s'adapta pas complètement à ce choix et brûla pour l'activité. C'est pourquoi il opta dès 1978, date de l'invasion sioniste de la bande frontalière au sud du Liban, pour l'activité militaire. Son choix il l'exécuta en participant à l'opération du 22 avril, dont il fut le seul Libanais.

Durant l'interrogatoire Samir fut victime de la torture, il fut condamné 4 fois à perpétuité et à 48 ans d'emprisonnement supplémentaire !

Malgré son jeune âge, il adopta une position très courageuse durant le procès. (...)

En prison où il passa plus d'années qu'en liberté, Samir joua un rôle très important dans les luttes des prisonniers arabes. Il adopta des positions correctes contre la voie de la réconciliation suivie par la plupart des régimes arabes et également contre les accords d'Oslo sous la houlette de l'OLP dirigée par Yasser Arafat.

Dans une lettre parvenue par la Croix rouge à son ami au mois de juillet, Samir déclare « je suis convaincu sur la base de ma propre expérience que la volonté humaine dépasse toute prévision ».

(...) Il est impératif aujourd'hui de prendre en charge la question de l'élargissement de Samir. Forces nationales et Comités des droits de l'homme doivent donner la priorité à sa libération.

Espérons que l'année 1997 sera l'année de la libération d'Al Qantar...

Al Safir, février 1997

## Rwanda

# Trois ans après le génocide

Lors de la journée organisée le 25 janvier par le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde sur le thème « Contre le néolibéralisme, pour l'humanité », Gasana Ndoba, président d'un Comité pour le respect des droits démocratiques au Rwanda, a analysé le génocide et ses conséquences économiques et sociales sur le Rwanda. A l'occasion du troisième anniversaire du génocide, il nous a semblé important de publier de larges extraits de cette intervention.

*Par Gasana Ndoba*

*Janvier 1997*

(...) QUAND ON PARLE DU GÉNOCIDE au Rwanda, en général, on ajoute toujours génocide et massacres, on relie toujours les deux, le massacre politique étant l'autre volet de la tragédie rwandaise. Quelle en sont les raisons ? Il y a d'abord l'unicité de l'auteur : le génocide comme les massacres sont l'œuvre d'une politique militaro-civile raciste, qui, dans un premier temps et pour longtemps, a été dirigée par le général Habyarimana puis pendant quelques mois, par le colonel Théoneste Bagosora, un de ses collaborateurs les plus proches qui a hérité du pouvoir après la mort du président Habyarimana. Il comparaitra bientôt devant le tribunal international d'Arusha pour ses responsabilités dans le génocide et les massacres.

Il y a une deuxième raison, c'est la simultanéité des deux phénomènes, le génocide et les massacres ont lieu en même temps, avec une petite nuance pour Kigali où les opposants politiques vont être les premiers ciblés pendant les premières vingt-quatre heures. Mais quand on compare ce qui se passe à Kigali à ce qui se passe dans le reste du pays, on constate que partout ailleurs, dès l'aube du 7 avril, le génocide commence. Il y a une seule exception à cette règle, c'est Butaré où, en raison de l'attitude des autorités locales, attitude tout à fait personnelle et extrêmement courageuse de la part du préfet et du responsable de la gendarmerie, le génocide sera retardé d'une dizaine de jours. Mais partout



L'exode des réfugiés hutus en 1994

ailleurs, génocide et massacres coïncident. A Kigali, dans la mesure où l'opposition politique y était concentrée, il a fallu d'abord faire la place, ouvrir le chemin, éliminer les opposants politiques qui étaient un obstacle au génocide, et en même temps une cible spécifique, je vais y revenir.

Il y a une troisième raison, c'est le discours des planificateurs et instigateurs du génocide et des massacres, discours qui les associe en permanence.

**LES TUTSIS SONT TOUJOURS PRÉSENTÉS** comme devant être massacrés parce qu'ils sont opposants et les opposants sont considérés comme devant être massacrés parce qu'ils sont en définitive comme les Tutsis. Il y a donc un discours fermé, un discours en boucle, qui assimile les uns aux autres et c'est une raison qui explique en partie, cette association génocide-massacre, y compris lorsqu'on l'évoque de notre propre point de vue.

Cependant on ne doit pas perdre de vue la spécificité de chacun de ces deux phénomènes. Les massacres politiques visent une catégorie de la société qui a accompli un certain nombre d'actes ou exprimé un certain nombre d'opinions considérées comme dissidentes par rapport à un régime en place intolérant, et refusant la différence. Les victimes sont effectivement des politiciens mais aussi des intellectuels, militants des droits de l'homme, responsables d'ONG, des membres générale-

ment des couches instruites de la communauté, des leaders sociaux et politiques potentiels qu'il convient d'éliminer dans un système dictatorial qui refuse toute opposition. Les victimes seront choisies selon leur appartenance à une catégorie de la population désignée en fonction de son appartenance ethnique.

Vous connaissez la définition générale de la convention de 1948, cette définition reconnaît quelques critères pour les populations visées par le génocide, la catégorie politique n'en faisait pas partie à cette époque pour des raisons historiques qu'il serait trop long d'évoquer.

**MAIS CE QUI EST LE PLUS IMPORTANT** pour cette définition de la victime, ce que nous retiendrons comme spécifique par rapport au génocide, c'est que la victime est désignée par sa naissance. Elle est née membre d'une communauté particulière. Avant même d'avoir exécuté un acte ou exprimé une opinion, elle est déjà montré du doigt.

Il y a un autre facteur qui indique, qui souligne cette spécificité du génocide, c'est l'intention exterminatrice. Le génocide vise à éradiquer une population, à la faire disparaître, comme disaient les nazis, de la surface de la terre. Dans le cas du Rwanda, on peut relever quelques autres aspects qui soulignent encore une fois la spécificité du génocide, c'est son ampleur. On ne le constate pas dans tous les génocides, mais lorsque l'on compare massacres politiques et génocide au Rwanda, on est évidemment frappé par l'ampleur particulière du génocide qui fera près d'un million (ou plus) de victimes — le chiffre reste encore à établir — et les massacres politiques qui en feront plusieurs milliers ou dizaines de milliers. Le chiffre définitif reste aussi à établir, mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a une différence d'échelle considérable.

On constate également, et c'est encore quelque chose de spécifique au génocide survenu au Rwanda, que des destructions matérielles considérables vont accompagner l'acte de tuer. On va chercher non seulement à éliminer la personne, mais tout ce qui indique la trace de son existence, la trace de son passage sur terre ou tout au moins, dans le pays. D'autant plus que la victime est désignée par définition comme exogène, comme n'appartenant pas au pays, mais venant d'ailleurs.

La suppression des propriétés, la suppression des plantes, laissées par les personnes tuées et leur remplacement par d'autres plantes, d'autres manières d'aménager le territoire et l'espace font partie intégrante du projet génocidaire de la même manière que les viols puisqu'ils sont perpétrés avec la volonté, non seulement d'humilier, non seulement de porter atteinte à l'intégrité morale de la personne, mais aussi de supprimer de manière définitive sa capacité à procréer, quand il ne s'agit pas de supprimer la personne entière.

Pour me résumer et reprenant l'observation d'un historien qui s'est fortement penché sur la question du génocide, le génocide se distingue, notamment de tout autre massacre, par le fait qu'il s'acharne sur les femmes et sur les enfants avec, bien entendu, l'intention de supprimer tout avenir à la population visée.

Il y a évidemment des responsabilités. Au niveau du Rwanda, elles sont connues, même si, sur le plan individuel, il faut encore les établir de manière systématique et après enquête. Mais nous savons que, politiquement, le responsable premier, c'est la dictature dirigée par le groupe appelé Akazu, l'entourage immédiat du général Habyarimana dont faisait partie son successeur de fait, le colonel Bagosora. Et puis on peut retrouver d'autres responsables dans les cercles concentriques qui vont en s'éloignant du centre du pouvoir jusqu'à

la périphérie où nous retrouverons des fonctionnaires de niveaux différents, des hommes d'affaires, des intellectuels, des leaders religieux qui, soit parce qu'ils ont directement participé, soit parce qu'ils ont omis d'agir pour empêcher le génocide, ont leur part de responsabilité.

Il y a des responsabilités au niveau international et c'est sans doute de cela dont nous allons surtout parler aujourd'hui. D'abord, on peut les situer au plan historique et on distinguera celles qui interviennent dans les relations bilatérales avec le Rwanda et celles qui interviennent dans les relations multilatérales. Au niveau bilatéral, ce n'est pas un secret, la Belgique occupe une place importante parmi les puissances qui ont organisé le territoire et la population rwandaise, en soulignant, dès le début de la colonisation, le « facteur racial » comme on disait à l'époque ; en manipulant les conflits entre les groupes et en accentuant le caractère irrécyclable de ce qui était des contradictions comme on pouvait en rencontrer dans d'autres sociétés.

Nous avons à ce niveau, une continuité. Lorsque surviendra la décolonisation, nous allons constater, encore une fois, une tentative, réussie d'ailleurs, de manipulation de ces conflits sociaux qui va aboutir à la mise en place d'un régime où l'exclusion ethnique sera un élément central de la stratégie. La discrimination ethnique qui sera pratiquée à l'intérieur, et qui se complètera du refus pour les réfugiés qui ont dû quitter le territoire, de pouvoir revenir dans leur pays d'origine, sera malheureusement un phénomène accepté, non seulement par la communauté internationale, mais plus particulièrement par l'ancienne puissance de tutelle.

De la même manière, lorsque commence la guerre lancée par le Front patriotique à partir du 1er octobre 90, nous allons constater dès les premiers jours, un appui au régime qui va se faire sous la forme d'une intervention militaire directe avec l'envoi de parachutistes, avec l'envoi de moyens militaires, munitions, armes, etc. La prise de distance ne venant que progressivement et de manière partielle. Rappelons-nous qu'au 7 avril 1994, lorsque le génocide commence, il y a encore des coopérants militaires sur le territoire rwandais. Ce sont des coopérants belges envoyés et payés par la Belgique. On peut également mentionner la France non seulement pour son intervention et son soutien au régime d'Habyarimana entre 1973 et 1990, mais on doit souligner davantage encore son appui et sa responsabilité pendant la période de guerre et pendant la période de génocide.

**IMPLICATION DE LA FRANCE** aussi bien dans le génocide s'accomplissant sur le territoire rwandais que dans le génocide programmé à continuer pendant que ses auteurs se trouvaient en exil et que se perpétuaient des actes de purification ethnique sur le territoire d'un pays d'accueil comme le Zaïre.

Il faut ici souligner le fait que, au niveau multilatéral, l'ONU porte une responsabilité particulière. Responsabilité non seulement pour avoir failli à sa mission de sanction pendant le génocide mais aussi et surtout, pour avoir retiré la force en place par l'ONU sous sa responsabilité, pour faire en sorte que la sécurité de la population soit assurée pendant la



période de transition qui aurait dû conduire à un régime démocratique issu d'élections.

Je vais aborder les conséquences au niveau de la société rwandaise qui sont évidemment la destruction d'un million de vies humaines et davantage. Destruction qui constituera incontestablement un poids à porter pour les survivants pendant des générations. Ce poids, il se matérialise en une souffrance vécue tous les jours par les survivants et les proches des victimes, en un sentiment de culpabilité pour ceux des rescapés qui ont vécu directement le drame et se demandent s'ils ne sont pas pour quelque chose dans le fait que d'autres sont morts alors qu'eux ont survécu. C'est le problème classique de toute population, de toute personne traumatisée. Il revêt une acuité particulière en situation de génocide. Ce poids se concrétise, se matérialise par une absence de raison de vivre pour les survivants. On vit toujours pour quelqu'un. En général, ce sont les relations que l'on noue avec les proches, avec les gens qu'on aime, avec les sœurs, les frères, avec les membres d'une même communauté qui constituent un élément de soutien qui rend la vie valable, qui lui donne une saveur. Lorsque ces personnes disparaissent, évidemment la vie perd son sens également.

Il y a également au nombre des conséquences, la perte de ressources pour celles des victimes survivantes qui sont jeunes et pour les femmes. Femmes âgées, jeunes hommes et jeunes femmes se retrouvent aujourd'hui obligés d'inventer leurs propres moyens d'existence alors que, par le passé, ils ou elles bénéficiaient du soutien d'un mari, d'un père, d'un frère qui avaient un emploi.

**IL Y A DES CONSÉQUENCES** au niveau de la santé physique évidemment, à travers les nombreuses atteintes à l'intégrité corporelle des victimes survivantes qui, très souvent, ont entraîné une perte totale d'autonomie.

Il y a des difficultés qui sont aussi des conséquences de cette catastrophe, au niveau des rapports inter-individuels et des rapports inter-groupes.

La communication aujourd'hui des Rwandais entre eux ou des Rwandais avec les autres, est marquée par cette tragédie et par cette impossibilité de dire ce qu'il y a de plus profond dans ce qu'on a vécu. Ce n'est pas pour rien que le génocide est appelé l'innommable : il y a effectivement mille difficultés à circonscrire dans des termes compréhensibles pour qui ne l'a pas vécu, cette tragédie à la fois collective et individuelle. Difficultés de rapport inter-groupe évidemment puisque, d'une part, le génocide a ciblé une population particulière, les Tutsis du Rwanda et que, d'autre part, il a été commis au nom d'une population particulière, les Hutus du Rwanda.

Deux populations qui constituent un même peuple et qui, aujourd'hui, revivent sur le même territoire avec la charge de cette tragédie. Cet espace, ce gouffre que les auteurs du génocide ont essayé de creuser entre les deux groupes est évidemment un fardeau considérable à porter.

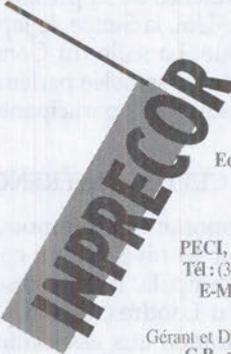
Il y a des difficultés particulières aussi au niveau de l'État. Car le génocide au Rwanda n'a pas été simplement la destruction des êtres humains, il a entraîné simultanément la destruction de ce qui organise ces êtres humains et rende possible leur coexistence, c'est-à-dire, l'État dans les sociétés modernes que nous tentons de construire. Nous savons que bon nombre de victimes représentaient des ressources humaines essentielles pour l'État, des fonctionnaires, des intellectuels, des enseignants, des leaders sociaux qui, sans appartenir à l'État comme tel, étaient des intermédiaires

entre l'État et la population. Le génocide s'est accompagné de la destruction des moyens de l'État que sont les infrastructures, sous toutes leurs formes. Un exemple très particulier est la destruction de tous les biens de la préfecture de Tyan-gougou, les bâtiments, les documents, le matériel, les meubles de la préfecture, en présence des soldats de l'opération Turquoise. Cela se passe au mois de juillet 1994, au moment où le Front patriotique vient de gagner la guerre sur l'essentiel du pays et où il devient évident que le système du génocide a perdu. Avant de partir en exil, les planificateurs, les auteurs, les perpétrateurs, détruisent toutes les infrastructures que le Front patriotique et les anciens partis d'opposition qui sont restés fidèles à l'idéal d'Arusha, vont devoir prendre en charge. Il y a pillage, bien entendu, pillage de ressources financières, pillage de moyens logistiques, de documents. Vous avez vu à la télévision, ces bus qui se trouvaient dans le camp de Moubounga, près de Goma, où étaient les archives du ministère de la Défense. Et de manière générale, les autobus rwandais, donc de la coopération japonaise, qui circulaient aussi bien à Goma et à Bukavu, et qui avaient été pillés, enlevés par les auteurs du génocide.

**EN CONCLUSION**, la situation actuelle, celle du Rwanda post-génocide, est une situation que l'on ne peut désigner que par un seul terme : apocalyptique. Ce terme a d'ailleurs été utilisé par l'un des auteurs et planificateurs du génocide, le colonel Théoneste Bagosora, en janvier 1993, après la conclusion d'un protocole d'accord entre le Front patriotique et le gouvernement rwandais, ce protocole prévoyant le partage du pouvoir. Avant de quitter Arusha, le colonel Bagosora a dit : « Je repars à Kigali pour préparer l'apocalypse », et le terme choisi convient bien pour décrire la situation post-génocidaire.

Bien entendu, le Rwanda s'est organisé, a tenté de surmonter cette situation apocalyptique, de remettre en place des structures. Mais à plusieurs reprises, au lieu de parler de remettre en place, on est bien obligé de dire mettre en place et au lieu de parler de redressement, le mot qui convient est certainement construction, établissement.

Il s'agit véritablement d'une fondation nouvelle, à la fois de l'État et de la société, c'est cela sans doute qui est particulier au Rwanda d'aujourd'hui et qui est le contexte dans lequel se pose le problème de sa dette.



Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

\*  
Éditée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F.  
SIREN n° 391 857 562

\*  
Rédaction — Administration :  
PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France  
Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61  
E-Mail : 100641.2324@compuserve.com

\*  
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski  
C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

\*  
Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

\*  
Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL,  
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

## Femmes-Rwanda

# Les femmes africaines s'engagent pour la paix et le développement

Les 1er, 2 et 3 mars 1997, se tenait à Kigali la *Conférence panafricaine Paix, Genre et Développement*. Les camarades Anke Hintjens et Denise Comanne du Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la IVe Internationale) y ont participé pour faire connaître l'action du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM) et contribuer à la lutte pour l'annulation de l'odieuse dette du Rwanda. L'objectif de la rencontre était de promouvoir une conscience panafricaine pour la paix et le développement ainsi que pour l'égalité des sexes en analysant l'expérience rwandaise. La définition du rôle participatif de la femme était au centre de tous les débats. Denise Comanne nous relate les apports de cette conférence.

*Par Denise Comanne*

*Bruxelles, mars 1997*

AU NIVEAU DE LA PARTICIPATION, une vingtaine de pays africains, en majorité anglophones, étaient représentés. À part le Rwanda, hôte de la conférence, on notait seulement du côté francophone les délégations du Burundi, du Congo-Brazzaville et du Burkina Faso. Une dizaine de délégations non africaines seulement complétaient l'assemblée mais il faut dire que l'invitation n'a pas circulé largement dans nos pays : on notera la Chine dont la présence soulignait la continuité de cette conférence avec le sommet de l'ONU sur les Femmes à Pékin, l'Irlande par la présence de sa présidente, Mary Robinson, l'Italie, le Royaume-Uni, la Suisse, le Japon, la Hollande, les USA et la Belgique. La salle du Conseil national du Développement, siège de l'assemblée parlementaire rwandaise, devait accueillir jusqu'à 250 participants et participantes.

### TROIS GRILLES DE LECTURE DE CETTE CONFÉRENCE

Tout d'abord, les femmes. Il est important de promouvoir les rencontres entre femmes surtout au niveau d'un continent où, pour aller de Bamako à Kampala, il faut presque nécessairement passer par Paris ou Londres, ce qui pose d'énormes difficultés de communication aux associations, collectifs, mouvements issus de la société civile. Une première question venait à l'esprit : quel état de (in)dépendance ces délégations entretiennent-elles avec leurs gouvernements respectifs ? Il ne s'agissait pas d'un rassemblement populaire auto-organisé ; les interventions de type gouvernemental, parlementaire et institutionnel foisonnaient. Mais ce qui se

passé dans les couloirs peut être au moins aussi important que ce qui se passe à la tribune. Gageons que les femmes en auront largement profité ! La deuxième grille de lecture porte sur le caractère panafricain de la rencontre. On a souligné la quasi absence de l'Afrique francophone sans qu'on en ait d'explications : sont-elles d'ordre organisationnel ou politique, il est difficile de le savoir. Mais il faut surtout mettre en exergue les vigoureuses interventions, notamment du secrétaire général du Pan African Movement, sur l'urgente nécessité pour l'Afrique de devenir maîtresse de son destin. En ce sens, il présentait la victoire du régime rwandais actuel sur une dictature soutenue par les puissances étrangères, comme une victoire panafricaine. Ceci nous conduit directement à la troisième grille de lecture. Il est évident que cette opération constituait pour le gouvernement rwandais actuel une « reconnaissance » officielle de la part de toute une série d'États et d'institutions. Ce n'est évidemment pas négligeable au vu de toutes les difficultés que ce gouvernement doit rencontrer et de la suspicion internationale qui persiste à son sujet.

### UNE AMBIGUITÉ DE TAILLE

Des contradictions entre ces trois grilles de lecture sont apparues à partir d'une discussion sur l'embargo imposé par l'OUA au Burundi. Il faut d'abord signaler qu'en réunion préparatoire à la conférence, les associations de femmes avaient décidé d'activer le réseau pour la paix : elles proposaient très concrètement que dès qu'un réseau local détecte un conflit

latent, le réseau interafricain constitué procède à l'envoi d'une délégation de femmes pour étudier les possibilités de prévention et de résolution du conflit et pour alerter rapidement leurs gouvernements et l'OUA. Le cas de l'embargo sur le Burundi avait été pris en exemple. La délégation burundaise, forte de cette résolution, a donc demandé à l'assemblée de la conférence d'adopter une motion contre l'embargo. Cela a été refusé par la présidente de séance, arguant soudainement que la conférence n'avait pas de mandat pour cela et qu'on était là pour discuter du Rwanda (!), ce qui était en contradiction flagrante avec l'enjeu général annoncé pour la conférence. Le tollé dans la salle a démontré que ces limites, imposées par le poids de l'OUA dans l'organisation de la conférence, n'étaient pas acceptées par les associations de femmes. Qu'elles soient pour ou contre l'embargo n'entraîne pas à ce moment en ligne de compte, un conflit latent lourd de conséquences était soulevé par une délégation, le réseau entier des femmes africaines pour la paix devait en étudier les composantes et faire des propositions de prévention et de résolution. Déception.

### L'ANNULATION DE LA DETTE

Une seule après-midi a été consacrée à des groupes de travail chargés d'élaborer un plan d'action pour promouvoir la place des femmes dans les processus de pacification, dans les structures de décision, la reconnaissance de leur place dans le processus de production et donc, la nécessité de renforcer leur pouvoir économique. C'est dans un de ces ateliers que nous avons pu expliquer la démarche du Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers Monde (et du Rwanda en particulier). Nous avons ressenti que les explications sur les responsabilités des institutions de Bretton Woods, si elles n'ont pas plu à tout le monde, ont frappé la plupart des participantes, surtout lorsque l'aspect spécifique du Rwanda a été abordé. Beaucoup pouvaient bien comprendre (et ce fut le cas dans toutes les conversations personnelles que nous avons eues) que pour s'émanciper, les femmes devaient se donner les moyens de participer réellement aux processus de développement et de paix mis en avant par la conférence. Il était indispensable qu'elles se dégagent de l'objectif premier de la survie de la famille et que pour ce faire, un État devait avoir la capacité économique et financière d'assurer les services sociaux élémentaires. Pierre Galand a participé à cet atelier et a dénoncé avec virulence l'endettement du régime d'Habyarimana qui non seulement n'a profité en rien à la population rwandaise, mais au contraire l'a appauvrie et a servi à l'achat des armes du génocide. Il a plus généralement dénoncé la dérive des urgences humanitaires qui entrave le fonctionnement normal des structures étatiques. Nous avons obtenu que l'annulation de la dette du Rwanda soit reprise dans les recommandations de ce groupe de travail qui devaient figurer dans le plan d'action général de la conférence.

Outre cet aspect formel, nous avons eu la possibilité de prendre langue avec de multiples associations de femmes, non seulement rwandaises : le travail de sensibilisation sur ces thèmes de fond pourra donc être poursuivi. Un dépôt des publications du CADTM a également pu se faire dans la librairie la plus fréquentée de Kigali.

### LA TOILE DE FOND DE LA CONFÉRENCE

La situation actuelle du Rwanda est loin, très loin, d'être rose (voir encadré). Tout d'abord, chacun peut percevoir l'immense défi de concilier la reconstruction nationale (qui doit être basée sur un esprit de réconciliation) et le désir intense qui traverse la société de mettre fin à l'impunité. Au

delà des sentiments humains difficilement contrôlables, on se heurte à la pauvreté des moyens dont dispose le gouvernement pour faire fonctionner la justice. Cet aspect dépasse le problème du jugement des différentes catégories de génocidaires. Au niveau de la population dans son ensemble, il faut faire face à la restitution des maisons, des terres : les vagues successives de réfugiés (tutsis revenus après la victoire du FPR, hutus revenus du Zaïre) si elles sont souhaitées, mettent les structures devant une foule de problèmes à régler. Les zones d'insécurité qui resurgissent avec le retour de certains génocidaires, peu enclins à se livrer à la justice, freinent le processus de démobilisation de l'armée. Mais quand il y aura démobilisation, quel travail sera-t-on en mesure de fournir à ces milliers d'hommes ? La (re)construction matérielle des maisons n'aura qu'un temps. La pauvreté des moyens vaut malheureusement pour tous les secteurs d'activité de l'État. Le cadre de la fonction publique n'est rempli qu'à hauteur de 43 % de ce qu'il était en 1994 (entre 10 000 et 11 000 postes pour une population de 7 millions d'habitants). En cela, le gouvernement va au-delà des espérances de la Banque mondiale qui recommandait de n'en remplir que 50 %. Mais comment pourrait-il en être autrement : les salaires sont dérisoires. La première augmentation depuis 1981 est survenue en janvier 1996 alors que pendant toute cette période, l'inflation avait grimpé à 250 % ! 85 % des fonctionnaires publics sont en dessous du seuil de pauvreté. 1% seulement exécute des tâches correspondant à leur formation. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que les ONG, à nouveau, recrutent à tour de bras, alors que les services de l'État ne sont pas exécutés.

La santé est payante : même un cachet d'aspirine se paye 5 FR dans trois des quatre centres de santé de Kigali ! L'État ne consacre que 0,8 US\$ par habitant en matière de santé (même la Banque mondiale recommande une dépense de 8 US\$ en ce domaine !). L'école primaire fonctionne plus ou moins bien : 65 % des élèves en âge du primaire sont inscrits mais dans l'enseignement secondaire, 8 % seulement des enfants fréquentent l'école.

La marge de manœuvre économique et politique du gouvernement est nulle. Le FMI et la Banque mondiale sont seuls à maintenir le robinet des prêts ouvert. On sait à quelles conditions. C'est par exemple la Banque mondiale qui refuse l'augmentation des salaires dans la fonction publique, qui prône la privatisation ou en tous cas, la gestion privatisée des quelques entreprises existantes. Des dévaluations sont encore à prévoir dans un avenir proche. L'état des cultures et du cheptel est déplorable même si on remarque une amélioration sensible. Mais est-ce encore la culture du café qui sauvera les finances publiques lorsqu'on sait à quel point la décision des USA en 1989 de rompre l'accord international sur le prix du café a été une des origines de la déstabilisation au Rwanda ?

Bref, la population souffre d'un traumatisme profond dont tous les beaux discours à l'étranger sur la réconciliation ne sont pas en mesure de rendre compte. L'État n'est pas légitimé aux yeux de puissances comme la France ou la Belgique. Les campagnes de dénigrement distillées par celles-ci en présentant le régime comme un régime tutsi ayant encore des comptes à régler avec les réfugiés hutus divisent de manière sensible le monde des ONG. La tutelle des institutions de Bretton Woods pèse sur tout l'avenir du pays. Si l'on n'y prend garde, le tissu social ne pourra rencontrer les conditions objectives nécessaires pour se reconstituer sur une base multi-ethnique et égalitaire. Les précédents sont pourtant là : va-t-on à nouveau dire qu'on n'aura pas été prévenus du danger ? ★

# Etat d'Israël : Les provocations de Netanyahu

*Humiliations incessantes, négociations repoussées sine die, construction d'une nouvelle colonie juive sur la colline d'Abu Ghneim... Le gouvernement israélien cherche à imposer une formule alternative à Oslo.*

Par Michel Warshawski

QUELQUES DIZAINES DE PALESTINIENS et une demi-douzaine de militants israéliens manifestent sur la Colline du Coq, trempés par une pluie froide qui ne cesse de tomber depuis deux jours. En face la merveilleuse forêt qui recouvre la colline d'Abou Ghnem, dont l'ancien maire travailliste de Jérusalem avait dit il y a de nombreuses années : « cet espace n'est vert que pour les Arabes », c'est-à-dire déclaré zone interdite à la construction tant qu'un nouveau quartier juif ne pouvait y être installé. Depuis près de six ans, les habitants de Beit Sahur et une poignée de pacifistes israéliens affirment que sur cette colline se jouera l'avenir de la paix au Proche Orient, et que la construction de la nouvelle colonie juive de Har Homa risquerait de provoquer une explosion plus grave encore que l'Intifada de 1987. C'était avant Oslo.

## REPRISE DES ATTENTATS ?

Aujourd'hui, on ne peut pas parler de soulèvement, ou même de mobilisation populaire majeure, comme le montre la faible participation au campement organisé par Feïçal Hussein sur la Colline du Coq. Si les heurts entre de jeunes palestiniens et l'armée israélienne sont quotidiens, ils restent cantonnés à la région de Bethleem et à Hebron, et ils sont contrôlés avec efficacité par les forces de sécurité palestiniennes. En revanche, une nouvelle vague d'attentats est des plus vraisemblables, comme le laisse à penser l'opération suicide du vendredi 21 mars. Car les partisans de ce type d'attentat viennent de recevoir le feu vert, non de la part du président Arafat — ainsi que l'affirme ce maître de l'intoxication qu'est Benjamin Netanyahu — mais de l'opinion publique palestinienne. C'est cette opinion publique, de plus en plus hostile aux attentats, qui avait poussé les dirigeants du Hamas à Gaza à y mettre fin. Et c'est elle qui change aujourd'hui, cesse de croire que, cahin-caha, le processus négocié continue à progresser et attend qu'on fasse payer à Netanyahu ses provocations permanentes, son refus arrogant, ses initiatives humiliantes. Si le roi Hussein s'est cru obligé d'envoyer, il y a quelques semaines, une lettre au Premier ministre israélien, où, dans un langage peu diplomatique, il affirmait ne plus pouvoir supporter les mensonges et les humiliations des dirigeants israéliens, on peut s'imaginer ce que ressentent les résidents des camps de réfugiés de Gaza et des villages de

Cisjordanie. Contre de tels sentiments, Yasser Arafat et ses forces de police ne peuvent pas grand chose.

## MANŒUVRES

« Le processus de paix est définitivement enterré » a affirmé à plusieurs reprises Abu Ala, président du Conseil législatif palestinien et principal négociateur des accords d'Oslo. Depuis trois ans, on a trop souvent entendu cette phrase pour la prendre pour argent comptant, mais il ne fait pas de doute que le processus est enlisé dans une impasse, dont Netanyahu ne semble pas avoir envie de sortir. Tout comme l'ouverture du tunnel sous les mosquées de Jérusalem en septembre 1996, le début de la construction de la nouvelle colonie de Har Homa à Jérusalem-Est a pour objectif — et pas seulement pour effet — de stopper les négociations israélo-palestiniennes, et de mettre en avant une formule alternative à celle d'Oslo. C'est le sens qu'il faut donner à la nouvelle proposition de Netanyahu de sauter les étapes et de passer directement aux négociations sur le statut définitif des territoires occupés.

Mais la manœuvre est un peu grossière. D'après la Déclaration de principe d'Oslo, les négociations sur le statut définitif devaient débiter en mai 1996, et c'est Israël — les travaillistes d'abord, Netanyahu plus tard — qui, après l'ouverture symbolique de ces négociations, a repoussé à une date indéterminée le travail des commissions mixtes. Netanyahu cherche en fait à annuler les engagements pris par Israël pour la période intérimaire et surtout, les différentes phases du redéploiement de l'armée israélienne qui, selon la même déclaration de principe, devaient conduire à un retrait des forces israéliennes de tous les territoires occupés, à l'exception des « sites militaires stratégiques ». En échange de quoi Israël s'engagerait à faire aboutir les négociations en moins d'un an. Quand on sait que dès 1994, Yitshak Rabin avait annoncé qu'il n'y avait pas de « dates sacrées » et que depuis aucun calendrier n'a été respecté, quand on sait que la (re)négociation sur le statut de la rue des Martyrs à Hebron a pris près de six mois (et ceci après que le gouvernement israélien ait préalablement signé un accord sur ladite rue pour lequel les Palestiniens avaient déjà payé cash) il faut être particulièrement stupide pour croire à la bonne foi du chef du gouvernement

israélien. Pourtant la proposition honteuse de Netanyahu a, de son point de vue, un double avantage : d'une part elle camoufle — mal — son refus de respecter les engagements et d'autre part, elle prépare le terrain à un gouvernement d'union nationale avec les travaillistes. Leur participation redonnerait une crédibilité au gouvernement mis à mal autant par les scandales que par la rapidité avec laquelle il a réussi à dilapider les acquis de la « politique de paix » de ses prédécesseurs.

## ET JÉRUSALEM ?

Face à la politique israélienne Yasser Arafat s'obstine à vouloir jouer la carte d'Oslo et considère que tant que les négociations se poursuivent et que l'armée israélienne se retire des territoires palestiniens, aussi limité soit-il, le processus joue en faveur des Palestiniens. Les autres problèmes, en particulier Jérusalem et les colonies, peuvent attendre. Il semble que de plus en plus cette stratégie soit remise en question par plusieurs membres importants du Conseil législatif, ainsi que par Feïçal Hussein, qui est en conflit quasi ouvert avec le Rais. « Jérusalem ne peut pas attendre » nous a répété Hussein, « et si la politique de colonisation et de confiscation des cartes d'identité des résidents palestiniens de Jérusalem n'est pas stoppée maintenant, il ne restera plus rien à négocier demain ». Or, ce que la classe politique israélienne refuse de comprendre, c'est qu'un Etat palestinien sans Jérusalem n'aura aucune légitimité, et tôt ou tard le conflit reprendra, avec, cette fois, une dimension religieuse au moins autant que nationale.

En ce sens, la politique de la gauche travailliste qui affirme, par la voix du député Yossi Beilin, qu'une paix israélo-palestinienne est possible sans remettre en question l'annexion de Jérusalem-Est, et que les Palestiniens étant prêts à se contenter des faubourgs pour leur capitale, est au moins aussi dangereuse que celle du gouvernement actuel, car elle crée l'illusion d'une solution qui économiserait une remise en question du sacro-saint consensus israélien sur Jérusalem.

Si la bataille de la colline d'Abu Ghneim est perdue par les Palestiniens, tout laisse à penser que c'est à la guerre sainte pour Jérusalem que la jeune génération israélienne devra se préparer.

★

# L'extrême droite en Europe

*Inprecor a rencontré Jean-Yves Camus, coordinateur du livre Les extrémistes de l'Atlantique à l'Oural, réalisé par le Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (CERA) et auteur de Le Front national, histoire et analyse (Editions Olivier Laurens). Dans l'entretien publié ci-dessous Camus présente un état des lieux de l'évolution de l'extrême droite en Europe et explique les raisons de son développement électoral inégal.*

*Entretien avec Jean-Yves Camus  
Propos recueillis par Sonia Leith*

**Inprecor :** *Peux-tu nous dresser un tableau de la montée de l'extrême droite en Europe ?*

**Jean-Yves Camus :** On assiste, aujourd'hui en 1997, à une tendance à la montée en puissance des extrêmes droites ou ce que j'appelle les droites radicales.

Il faut distinguer deux niveaux : l'Europe de la communauté européenne et l'Europe centrale et orientale. Dans la deuxième partie du continent non seulement la notion d'extrême droite n'a plus aucune validité mais également les repères politiques traditionnels et hélas notamment la notion de gauche comme nous l'employons ici, n'en ont pas davantage.

Nous allons donc parler de l'Europe occidentale en distinguant deux plans : le plan des résultats électoraux et le plan de la pénétration des idées extrémistes et de leur implantation sur le terrain des mouvements sociaux.

Dans les pays où le mode de scrutin permet, c'est-à-dire principalement les pays à scrutin majoritaire à deux tours (France), ou à scrutin comportant une dose de proportionnelle comme en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, on constate en moyenne une tendance à la hausse des partis d'extrême droite. Toutefois, des différences notables existent : par exemple en Allemagne où après une percée assez rapide, les Republikaner se sont effondrés dès le début des années 90. Le mouvement de reflux s'est amorcé de sorte qu'aujourd'hui ils représentent une force complètement marginale qui ne recueille que 2 à 3 % de l'électorat. Néanmoins, l'extrême droite n'y est pour autant pas vaincue dans la mesure où, à travers les récentes déclarations d'un certain nombre de dirigeants syndicaux ou celles du chancelier Kohl sur la préférence nationale, apparaît dans les courants politiques traditionnels une problématique qui était celle

des Republikaner au début de la décennie. Toujours est-il qu'en Italie, en Autriche, en France, en Belgique — et à un moindre degré aux Pays-Bas — l'extrême droite parlementaire, celle qui accepte en façade le jeu démocratique, est en hausse. A ce propos deux faits saillants sont à rappeler : en 1994-1995 pour la première fois depuis la fin de la guerre un parti néo-fasciste participe au gouvernement en Italie : il s'agit de l'Alliance nationale que Berlusconi a intégrée dans son gouvernement de coalition pour élargir sa majorité vers la droite ; en France une situation jamais connue depuis 1945, avec un parti qui exprime en moyenne nationale environ 15 % de l'électorat. Représenté dans tous les conseils régionaux et pratiquement tous les conseils municipaux des grandes villes, le FN gère également quatre municipalités, dont celle de la onzième commune française par la population, à savoir Toulon.

En Belgique il existe à la fois le Vlaams Blok et le Front national belge. Le Vlaams Blok, premier parti à Anvers, capitale économique et culturelle de la Flandre belge, totalise près de 28 % des suffrages. Dans la partie wallonne, sur un fond à la fois de récession économique très violente et de multiples affaires qui ébranlent la Belgique, on assiste à la montée de la copie conforme du FN français qui s'appelle le FN belge.

Il n'en demeure pas moins que dans certains pays européens l'extrême droite demeure faible. Il s'agit, en fait, des anciennes dictatures de l'Europe du Sud : Espagne, Portugal et Grèce. Aux législatives de 1996 l'extrême droite espagnole tous partis confondus a rassemblé moins de 30 000 voix soit 0,01 %, de même au Portugal. En Grèce deux petits partis d'extrême droite ont recueilli 0,45 % des suffrages. Ces résultats confirment le fait que les populations qui ont connu pendant des décennies, ou une longue période, l'expérience d'un gouvernement dictatorial d'extrême droite reposant à la fois sur une partie de la hiérarchie ecclésiastique,

DOSSIER : EXTRÊME DROITE,  
ANTIRACISME ET ANTIFASCISME  
EN EUROPE





l'armée et certains milieux patronaux, semblent durablement vaccinées contre toute dérive autoritaire et fascisante.

L'autre particularité c'est la Grande-Bretagne où l'extrême droite est très faible électoralement à cause du scrutin uninominal à un tour. Ce mode lamine non seulement l'extrême droite mais toutes formes de mouvements politiques alternatifs. C'est la raison pour laquelle non seulement l'extrême gauche mais également les Verts ont énormément de mal à percer électoralement en Grande-Bretagne. Cela ne veut pas dire — il s'agit-là d'un enseignement qui s'étend à la Scandinavie également — que le niveau de violence raciste n'augmente pas à la fois en nombre et en gravité. Force est de constater que cette violence est plus grave en Grande-Bretagne qu'en France même si ses débouchés y politiques sont largement limités par le mode de scrutin.

● *Est-ce que tu penses que le mode de scrutin constitue la principale explication de la faiblesse de l'extrême droite en Grande-Bretagne ?*

En Grande-Bretagne j'ai l'impression que les préjugés raciaux sont plus institutionnalisés qu'en France par exemple. En matière d'allocation de logements et de travail, dans le comportement de la police, etc., il existe en Grande-Bretagne une espèce de racisme institutionnel tellement partagé qu'il n'a pas besoin d'être pris en charge par un parti politique. Il y a de fait, aujourd'hui, dans ce pays un vrai problème de société duale. La population issue des anciens pays du Commonwealth possède ses propres structures avec une dérive communautariste et une passivité assez remarquable de la part de la police et des autorités. Il s'agit là d'un problème qui dépasse largement le cadre de la constitution d'un parti d'extrême droite.

Ce phénomène on le retrouve également dans des pays où l'immigration s'est développée très récemment comme la Scandinavie.

En Scandinavie l'immigration est, à l'origine, principalement constituée de réfugiés politiques. Ce n'est que plus tard qu'un nombre faible d'immigrés sont venus s'y installer pour des motifs économiques. Ces sociétés — malgré la référence absurde au modèle « socialiste scandinave » — très conservatrices sur le plan des mœurs, fortement imprégnées de puritanisme d'origine religieuse, où l'homogénéité ethnique est souvent très grande — la Finlande par exemple — face à l'irruption de quelques milliers d'immigrés, souvent de religion différente, donnent lieu aujourd'hui à une flambée de racisme quotidien qui n'est pas relayée par un parti d'extrême droite. A part la Norvège, les partis scandinaves d'extrême droite sont assez faibles. Malgré la futilité des enjeux, la violence raciste se développe chez les jeunes en Suède, au Danemark et à moindre degré en Finlande.

● *Et en Allemagne comment expliques-tu la faible implantation électorale de l'extrême droite ?*

Plusieurs raisons en sont à l'origine. La première c'est qu'il existe un débat sur l'identité nationale qui n'est ni occulté ni laissé à l'extrême droite. A partir surtout, de la réunification la question de l'identité nationale s'est posée en Allemagne comme un élément central du débat politique.

Le second point c'est que la conception allemande de la citoyenneté fait que les droits des étrangers se posent d'une façon particulière : leur intégration à long terme n'est malheureusement pas envisageable et le droit de vote leur reste de toutes les façons interdit. Dans la mesure où la conception allemande de la nationalité demeure fondamentalement liée à l'appartenance au « Volk » (partage de la langue et de l'appartenance ethnique) la question de l'égalité des droits se pose d'une manière formelle. Les étrangers sont considérés comme une minorité protégée et non pas une composante de la nation allemande. C'est pourquoi les enjeux pour l'extrême droite en Allemagne sont particuliers puisqu'élire des étrangers ou leur offrir la possibilité de participer à des scrutins sont des questions qui ne se posent pas.

Le troisième élément est relatif à l'existence d'une culpabilité réelle liée au passé nazi de l'Allemagne. La recrudescence de l'extrême droite a suscité une campagne internationale de presse extrêmement forte y compris par rapport à la victoire du FN en France. Il est d'ailleurs curieux de constater que les réactions devant la montée de l'extrême droite sont différentes selon qu'il s'agit de l'Allemagne ou d'un autre pays.

L'autre raison réside dans le fait que l'État de droit allemand pénalise très fortement l'appartenance aux mouvements extrémistes de droite. Les interdictions profes-

sionnelles — qui sont par ailleurs une atteinte à la démocratie — l'interdiction des mouvements les plus violents et le travail de surveillance continu de la part de la police et du tribunal constitutionnel à l'égard des mouvements d'extrême droite font que leur marge est beaucoup plus réduite qu'en France.

C'est pour toutes ces raisons que les Republikaner n'ont pas réussi à percer électoralement comme c'est le cas de l'autre côté du Rhin.

Par ailleurs, l'existence d'un mouvement antifasciste en prise sur le mouvement social et un travail éducatif en direction de la jeunesse ont considérablement contribué à l'affaiblissement de ce courant.

Le travail de retour sur le passé allemand est bien plus considérable que celui fait en France sur Vichy. C'est pourquoi, contrairement à la France, la pénétration de l'extrême droite dans les lycées et les écoles demeure faible.

● *On a l'impression que l'extrême droite a du mal à s'affirmer face à une montée des luttes sociales (novembre-décembre 1995 en France, les dernières mobilisations en Belgique).*

Les mobilisations sociales semblent être un rempart contre l'émergence massive de l'extrême droite. Dans le cas du mouvement de 1995 en France ou dans le cas des affaires belges — qui au-delà de l'affaire Dutroux constituent une remise en cause du fonctionnement maffieux d'une partie de l'appareil d'État — l'extrême droite n'a pas su embrayer.

En France, l'explication est à chercher dans l'incapacité du FN à réaliser véritablement le tournant social proclamé dans son programme de novembre 1995 intitulé « ni gauche ni droite ». Le tournant de l'ultra-libéralisme vers une forme de populisme défendant une certaine étatisation de l'économie relève encore davantage du slogan électoral que d'une pratique politique consciente. Quand on fait la sociologie des élites du FN on trouve une immense majorité de petits entrepreneurs, de professions libérales, de gens qui vivent d'une rente familiale, etc. ce qui limite la portée du changement annoncé. En Belgique dans la partie francophone la situation est la même qu'en France.

Structurellement, le FN est aujourd'hui incapable de faire quelque chose d'autre que le caritatif (la fraternité française et les soupes populaires).

Il est clair qu'en décembre 1995, le choix d'apporter un appui aux manifestations anti-grève organisées par ce qui reste du SAC (Service d'action civique) et le soi-disant comité des usagers du service public, a été une erreur fatale pour le FN. Se positionner en défenseur de l'ordre social établi et du patronat est en contradiction avec l'électorat de plus en plus populaire de ce parti. Par rapport à son implantation dans les syndicats, le FN

se retrouve face à trois stratégies :

► créer ses propres syndicats ce qui est loin d'être un succès pour le moment ;

► s'infiltrer dans les syndicats existants (FO, CFTC). C'est la voie privilégiée du FN même si les appareils nationaux prennent des sanctions contre les sections syndicales qui dérapent ;

w délaissé totalement le terrain, position défendue par ses ultra-libéraux.

Il semble que le FN favorise, pour le moment, les secteurs para-étatiques (la police, la RATP, le pénitencier, etc.). Cela n'exclut pas une éventuelle instrumentalisation des conflits sociaux notamment dans le secteur privé.

Néanmoins, on ne pourra mesurer la capacité du FN à prendre en charge la question sociale que dans le cadre d'un retour de la gauche au pouvoir. Si cette dernière revient pour appliquer une politique semblable à celle de 80-90, le FN aura la voie libre pour s'opposer à l'ensemble du système politique et instrumentaliser les mouvements sociaux — que les syndicats traditionnels ne mèneront pas ou mèneront moins bien parce que précisément le gouvernement en place sera de gauche. C'est ainsi qu'il faudrait poser le problème. Par conséquent je pense qu'on n'est pas encore en mesure de juger la capacité de mobilisation sociale du FN.

Le cas du FN belge est un peu différent dans la mesure où il s'agit d'un parti purement protestataire sans appareil ni cadres. Qui est de plus, en proie à des rivalités internes faisant qu'il a du mal à avoir un leader charismatique du style le Pen.

Dans le cas du Vlaams Blok le tournant social est plus ancien. La composante populaire de son électorat est réelle mais — et on le voit en ce moment avec le mouvement de Vilvorde — il se trouve face à un mouvement syndical très fortement structuré. C'est pour cette raison que l'espace pour un mouvement autonome mené par le Vlaams Blok demeure très limité.

Lors des manifestations contre la fermeture de Renault, les grévistes ont arraché les pancartes du Vlaams Blok pourtant opposées à la fermeture de l'usine. Les syndicats socialiste et chrétien sont clairement contre toute récupération du mouvement par l'extrême droite. Présenter le conflit comme une fermeture d'une usine en Flandre par un groupe français, ne semble pas profiter au Vlaams Blok.

En ce qui concerne l'affaire Dutroux et ses ramifications, l'incapacité de l'extrême droite à capitaliser le mouvement réside dans la faiblesse de l'appareil du FN. Trop discrédité en raison de l'implication de son dirigeant dans des affaires d'escroqueries, ce parti n'a pas les moyens politiques de se poser en force alternative.

D'un autre côté la participation de la population belge et la prise de parole des familles de victimes lors des manifestations d'août-septembre ont limité toute tentative de récupération.

● *Pour le moment l'extrême droite ne semble pas faire le choix d'une confrontation extraparlamentaire mais plutôt adopter une politique d'intégration dans les institutions. Est-ce qu'il s'agit d'une option révoquée conditionnée par le rapport de forces sociales ?*

Il s'agit d'un choix déterminé par une appréciation réaliste du rapport de forces. En France, pourquoi être dans la rue quand on peut agir dans les conseils régionaux ?

La mobilisation anti-FN en France est croissante (Marseille, Grenoble, etc.). Ras l'front est une organisation de terrain qui vend son journal sur les marchés, rassemble du monde et fait un vrai travail politique. C'est ce rapport de forces-là que le FN apprécie. Néanmoins, cette situation peut changer car curieusement plus le FN progresse dans les urnes plus il s'éloigne du pouvoir.

Nombreux sont aujourd'hui les Français opposés au FN (un récent sondage indique que 75 % des Français considèrent que le FN représente un « danger pour la démocratie » NDLR). Cela lui laisse deux possibilités quant à l'éventualité d'une prise du pouvoir. Il peut s'allier avec une fraction de la droite parlementaire dans l'optique d'une nouvelle recomposition à droite. C'est l'option défendue par Bruno Mégret, option intégrant le FN sans ses catholiques intégristes, une partie de l'appareil Madelin, une partie du mouvement De villiers et peut être une fraction du RPR tendance Pasqua. Cette option offre la possibilité d'une continuation du travail dans un cadre institutionnel.

L'autre éventualité c'est qu'à un moment donné le FN lui-même choisisse de porter dans la rue la contradiction qu'il ne peut plus résoudre dans les assemblées. Il peut se trouver aussi débordé par une base frustrée de voir que malgré tous les progrès électoraux le FN n'a pas le pouvoir. Les militants du FN, dans l'optique d'une conquête du pouvoir et non plus dans l'optique traditionnelle de protestation sociale, voyant qu'ils n'arrivent pas au pouvoir, seront inexorablement tentés de porter dans la rue les protestations qu'ils ne réussissent pas à faire entendre autrement.

En ce qui concerne le reste de l'Europe, on est encore très loin de la force du FN français. Le FN est — mis à part l'Alliance nationale en Italie et le parti libéral autrichien qui est plus un parti de cadres et une machine électorale qu'un parti militant — le parti d'extrême droite le plus important et le plus structuré, le seul qui a une presse régulière une intervention de terrain et par conséquent des capacités d'action.

● *Si ce sont la crise et le chômage qui produisent l'extrême droite comment alors expliquer cette exception française ?*

Cette explication est intéressante mais insuffisante. Se contenter d'attribuer à la

DOSSIER :  
EXTREME DROITE  
ANTI-FASCISME,  
ANTI-RACISME



crise la montée du FN revient à escamoter sa dimension idéologique en laissant croire qu'un gouvernement qui résorberait le chômage ferait de l'extrême droite un phénomène résiduel.

Pour ma part je reste convaincu qu'une autre explication est à rechercher du côté d'une tradition française d'opposition aux principes fondateurs du consensus républicain. Au fond la France n'a jamais réglé la rupture de 1789. La droite contre-révolutionnaire et réactionnaire s'est toujours exprimée sous des avatars divers et n'a connu un reflux qu'à partir de 1945 en raison de la culpabilité et des tabous. Au bout d'un certain temps le verrou a sauté parce que les témoins disparaissaient, que les générations en âge de voter n'ont pas connu la guerre et que la mobilisation à gauche s'est affaiblie. Cette tradition qui n'a jamais cessé d'exister trouve aujourd'hui un terrain propice à son épanouissement. Il y a véritablement en France la place pour une extrême droite qui ne soit pas résiduelle. Il est inutile de se voiler la face en affirmant que tout cela est une histoire de chômage. Ce dernier est une composante tout à fait réelle de la montée du FN. Toutefois, la résorption du chômage ne va pas supprimer l'extrême droite.

● *Comment combattre aujourd'hui l'extrême droite ?*

Pour ne prendre que le cas de la France, il faut que la gauche redevenue une gauche. Le FN se nourrit du fait qu'il se présente comme un parti totalement alternatif.

C'est là où se situe le drame. On est face à une gauche qui est essentiellement une gauche de pouvoir, qui a rallié les postulats du libéralisme économique et de la gestion de la crise et n'est plus capable d'apporter un projet d'avenir. ★

# Le nouveau visage de la droite italienne

L'extrême droite italienne connaît une mutation spécifique. Le nouveau soutien de l'Alliance nationale à la monnaie unique et la réussite de la Ligue du Nord à construire un bloc social interclassiste, laissent apparaître un nouveau visage de la droite en Italie.

Par Salvatore Cannavo \*  
Rome, mars 1996

**LA DROITE ITALIENNE** s'est recomposée à la suite de la rupture de l'ancien équilibre qui s'était basé pendant presque trente ans sur le binôme Démocratie chrétienne (DC) — Parti socialiste italien (PSI) et pendant cinquante ans sur la DC. C'est l'affaire Tangentopoli (1), survenue en 1992, qui a miné l'influence sociale des deux partis ayant jusqu'alors géré le capitalisme italien et qui déjà aux élections d'avril de la même année avaient pu constater leur perte de crédibilité aux yeux de leur propre électorat traditionnel. En l'espace de quelques jours, le lien social établi grâce à une gestion du pouvoir de plusieurs décennies s'est soudainement effrité sous le poids des scandales.

En fait, c'est dans ce contexte que sont apparues avec force toutes les faiblesses de la société italienne dans le cadre plus général de la phase de stagnation de l'économie européenne et internationale. S'est produit l'impact négatif combiné des phénomènes récessifs, d'une dette publique très importante, des restructurations et du chômage alors que les mécanismes de protection sociale, ne fût-ce que sous forme de clientèles et dépenses publiques faciles, devenaient de moins en moins fonctionnels. Les enquêtes de la magistrature ont contribué très fortement à aggraver la crise et à stimuler, dans le cadre de ce qu'on a présenté très légèrement comme la « révolution italienne », l'émergence de tendances populistes dont la droite a pu profiter.

Voilà dans quel contexte il y a eu la première montée électorale et, plus généralement politique, de la droite historique, représentée par le Mouvement social italien (MSI) se réclamant traditionnellement du fascisme.

Pour mieux saisir ce développement, il faut prendre en compte plusieurs facteurs. En premier lieu, il y avait eu une proximité électorale entre le MSI et la DC. Le plus souvent l'extrême droite a pu gagner du terrain du point de vue électoral justement dans des situations où l'affrontement social s'était durci et où aux yeux de couches moyennes et même de secteurs bourgeois la DC n'apparaissait plus en état de contrecarrer la pression populaire et ouvrière. Cette proximité se développait progressivement sur la base de l'anticommunisme et de la diffusion de sentiments racistes aussi bien que de convergences sur des problèmes locaux. Notamment dans le sud, le MSI et la DC avaient fondé leur pouvoir périphérique sur l'appui de vieux notables, les liens avec la mafia et surtout la collaboration avec de larges couches de la bourgeoisie méridionale (voir, par exemple, le rôle joué dans les années 50 par le courant du « laurismo », du nom du grand armateur napolitain Aquile-Lauro, est synonyme de « poujadisme »).

C'est grâce à de telles connections que s'est produit un énorme transfert de voix d'une DC détruite par Tangentopoli, où toute une série de ses dirigeants étaient

impliqués, vers la MSI. Cela a été facilité par la nature et les traits propres de ce dernier. Le MSI avait en effet une organisation territoriale réelle, une base militante, un enracinement dans les lieux de travail par son propre syndicat national (CISNAL) : ce qui lui a permis de gagner l'armée en déroute des électeurs de la DC et du PSI. Mais ce sont surtout son populisme réactionnaire et son profil antisystème, empruntés directement aux traditions du parti fasciste, qui avaient permis au MSI de bâtir un socle dur d'électeurs (allant de 4 à 6 %) et qui lui ont assuré un large soutien par la suite, lors de l'éclatement de la crise politique et économique.

**DANS LA MESURE OU LA DC** ne pouvait plus jouer son rôle d'« amortisseur social » par le truchement une redistribution partielle du revenu par des pratiques de clientèles et l'expansion des dépenses publiques, le MSI la remplaçait par une politique « radicale » antisystème. A l'occasion des élections municipales à Rome en 1993, le résultat obtenu par Gianfranco Fini, candidat à la mairie et secrétaire du parti, a donné une indication très éloquente des potentialités de l'extrême droite : 22 % au premier tour contre le candidat du centre gauche et

\* Journaliste au quotidien du Parti de la refondation communiste

1) Néologisme de « Tangenti » (pourboire) et « poli » (ville) accolé au scandale de détournement des fonds publics qui a fait sombrer la DC en 1992. Ce scandale fut aussi appelé « manipulito ».

échec de justesse au deuxième tour (44 % contre 53 %).

Il ne faut pas oublier, par ailleurs, qu'un rôle similaire avait été joué depuis 1990 par une formation politique active dans les régions septentrionales, la Ligue du nord. Cette formation avait surgi au cours des années 80 en exploitant à son avantage des sentiments localistes et racistes nourris par la crise du capitalisme et notamment par les effets incontrôlables de son internationalisation. La Ligue s'est développée elle aussi en partant d'une critique virulente du système (d'où son slogan « *Roma ladrona* », Rome la voleuse) et plus concrètement contre le « régime » démocrate chrétien et socialiste. De même que le MSI, la Ligue a gagné des voix dans des couches populaires, mais, à la différence du MSI, le mouvement d'Umberto Bossi, en exploitant des spécificités de l'Italie du Nord, a pu établir des liens avec la bourgeoisie moyenne, ce qui lui a permis de construire, ne fût-ce que partiellement, un bloc social interclassiste incluant même des secteurs avancés et dynamiques du capitalisme italien. Aux élections législatives de 1996, qui ont marqué le succès du centre-gauche, la Ligue a obtenu environ 4 millions de voix, concentrées dans le Nord, avec une moyenne nationale de 10 %. Renforcée par ce résultat, elle a lancé par la suite le mot d'ordre de la sécession et de la formation d'une république de Padanie en essayant par ce moyen de donner une cohésion idéologique à sa base électorale et de maintenir sa représen-

tativité politique et sociale dans la perspective d'exploiter une telle potentialité à un nouveau tournant de la transition italienne.

Il va de soi que de tels phénomènes sont, en dernière analyse, le résultat de la crise du mouvement ouvrier, de la dérive d'un parti comme le PDS (Parti démocratique de la gauche ex-PCI) et de la politique de concentration des centrales syndicales. C'est dans ce contexte, d'ailleurs, que s'explique également la naissance de Forza Italia, parti-entreprise, fondé sur le rôle prétendument charismatique de Silvio Berlusconi. Cette opération, lancée avant les élections du printemps 1994, a permis de canaliser des voix appartenant auparavant à la DC et au PSI. Cela a été obtenu, surtout dans certaines régions, au détriment aussi bien de la Ligue du Nord que du MSI, qui, en fin du compte, apparaissaient encore peu crédibles pour gouverner aux yeux non seulement de la grande bourgeoisie mais aussi des couches moyennes.

**LA PRISE DE CONSCIENCE** de cette dynamique poussait surtout le MSI à opérer un tournant « modéré » : cela d'autant plus que les classes dominantes étaient de plus en plus obligées de s'adapter aux impératifs de Maastricht. C'est dans ce contexte que le leader du MSI, Fini, a lancé une opération qui se voulait audacieuse. Il tenait un congrès de son organisation où le MSI devenait Alleanza nazionale (AN) en adoptant en même temps un cours « néo-libéral ».

En fait, le parti qui est sorti de ce congrès (congrès de Fiuggi) maintient encore des

DOSSIER : ITALIE  
EXTREME DROITE  
ANTIFASCISME,  
ANTIRACISME



traits hétéroclites. En faisant référence à la réalité française, on pourrait dire qu'AN se place à mi-chemin entre le Front national de Le Pen, dont il partage le populisme, le racisme, l'enracinement social de même que le nationalisme, et le gaullisme de Jacques Chirac, dont il s'efforce d'imiter la modération. A la suite de sa transformation, en l'espace d'une année, AN a changé son attitude face à Maastricht : en ayant renoncé à son opposition, il soutient inconditionnellement la monnaie unique. De même, en oubliant son opposition à la réforme du système des retraites adoptée sous le gouvernement Dini (à laquelle le PRC s'était aussi opposé), il déclare désormais sa disponibilité pour aborder une restructuration de l'Etat-providence.

**CELA N'IMPLIQUE PAS** que le parti ait connu une mutation radicale. Son poids dans les institutions s'est très sensiblement accru au niveau du parlement (150 élus environ), des municipalités, des administrations provinciales et régionales : il a des maires, des membres d'organes exécutifs locaux, en ayant, entre autres, abrité dans ses rangs du personnel politique de l'ancienne DC. Mais en même temps il est toujours prêt à se mobiliser dans des manifestations contre les immigrés et les Gitans et il a confirmé cette attitude par son hostilité renouvelée à l'égard des immigrés albanais. Il prône l'ordre et la discipline. Il n'a guère renoncé à ses conceptions patriarcales et autoritaires, à des orientations en faveur de la famille traditionnelle et allant à l'encontre des exigences des femmes, notamment en matière d'avortement. En conclusion, il s'agit d'un parti qui, dans un contexte géné-





ral de transition, traverse sa propre phase de transition spécifique.

Ajoutons qu'AN doit faire face à une opposition radicale sur sa droite. Il s'agit du Mouvement Social-Flamme, qui s'est formé après le congrès de Fiuggi. Ce mouvement représente un point de référence pour une bonne partie de l'extrême droite et de tous les anciens militants du MSI hostiles au tournant « néo-libéral » de Fini. Il relance les thèmes sociaux et une propagande anticapitaliste en adoptant parfois les mots d'ordre de la gauche, voire du PRC. Tout récemment, il a collé des affiches avec des slogans comme « Défense de l'Etat-providence ! » et « Bas les pattes devant les retraites et la sécurité sociale ! » Mais c'est surtout sa présence électorale qui préoccupe le parti de Fini. Or, si celui-ci a obtenu aux dernières élections environ 15 % des voix (parfois de 30 à 40 % dans des zones méridionales), la nouvelle formation a atteint dans certains cas, toujours au sud et à Rome, 6 %, avec une moyenne nationale de 1 %.

Cette réalité a poussé certains dirigeants d'AN à constituer un courant nommé « Droite sociale » qui, justement, s'efforce de ne pas oublier la question sociale et de ne pas perdre le vieil enracinement territorial (notamment par des formations de jeunes). Le fait que les rapports entre AN et MS-Flamme ne soient pas complètement rompus est confirmé par les discussions que leurs dirigeants entretiennent sur la possibilité de nouer des alliances à l'occasion des prochaines élections municipales. Apparemment, cette situation ne semble pas arrêter l'orientation « modérée » de Fini, qui voudrait arracher à Ber-

lusconi le leadership de la droite dans son ensemble et s'efforce dans ce but d'accroître le profil « moderne » et néo-libéral d'AN.

Mais le secrétaire post-fasciste sait très bien qu'il a besoin de consolider de manière stable son propre bloc électoral et de construire ce groupe dirigeant apte à accomplir les tâches d'aujourd'hui qui de toute évidence n'existe pas encore. Pour réaliser

un tel objectif le populisme peut s'avérer plus payant qu'une attitude « responsable » et « éclairée ». Le nouveau visage de la droite se précisera au fur et à mesure que cette contradiction sera, sous une forme ou sous une autre, surmontée ou contournée.

★

## Du MSI à AN



Le noyau de nostalgiques ayant donné naissance au MSI s'était formé à Rome le 20 décembre 1946. Son principal dirigeant « historique » fut Giorgio Almirante. Le MSI s'est transformé en AN au congrès de Fiuggi fin janvier 1995. Les thèses préparatoires expliquaient que « l'antifascisme fut le moment historiquement essentiel pour le retour aux valeurs démocratiques que le fascisme avait écrasées ». Dans son rapport au congrès, Gianfranco Fini a dit entre autres :

*« En Italie la droite est en train de changer. Alleanza nazionale sera un grand parti national populaire. Il faut sortir de 1900 et se libérer des suggestions de la nostalgie et des tentations de l'idéologie (...). La droite politique n'est pas fille du fascisme. Les valeurs de la droite préexistent au fascisme, l'ont traversé et lui ont survécu. A la fin du siècle des camps de concentration nous mettons au centre le principe de la liberté (...) Les racines culturelles de la droite sont profondément ancrées dans l'histoire de l'Italie : avant, pendant et après le fascisme (...) Sa bataille principale est la défense des intérêts nationaux : ce qui signifie qu'il faut avoir des valeurs qui correspondent à l'histoire et à la tradition de notre peuple, comme, par exemple, le respect du message chrétien qui défend la famille, la personne et la vie. (...) Nous voulons arracher à la gauche le drapeau de la justice sociale. »*

## MSI-Flamme

A l'occasion du congrès de Fiuggi, le principal dirigeant du MSI-Flamme, Pino Rauti, a déclaré, entre autres :

*« La situation devant laquelle nous nous trouvons est tout à fait nouvelle et n'avait pas été connue par les générations passées. Il existe des problèmes auxquels les idéologies précédentes n'avaient pas donné de réponses : par exemple, les limites des ressources naturelles, la drogue, les concentrations métropolitaines, la croissance démographique du Tiers monde. Ce sont des problèmes nouveaux qui ramènent les grandes idéologies au point de départ. Mais le jugement sur leur valeur ne saurait se baser sur les réponses données dans le passé, mais par ce que ces idéologies peuvent expliquer aujourd'hui sur ces nouveaux problèmes. Or, c'est dans ce conglomérat que constitue le fascisme que je trouve des indications ; je ne crois pas qu'on puisse les trouver dans le marxisme, mais je ne l'exclue pas. En revanche, il est sûr que des réponses ne sont pas données par le libéral-capitalisme qui maintient l'idée de la croissance linéaire propre au siècle dernier. A l'heure actuelle, le libéral-capitalisme est en train de ravager le monde. »*

★

# Racistes vieux style et fascistes « yuppies »

DOSSIER : AUTRICHE  
EXTREME DROITE  
ANTIFASCISME,  
ANTIRACISME

Lorsque le « Parti de la liberté autrichien » (FPÖ) put de nouveau progresser, lors des élections au parlement européen en octobre 1996, pour atteindre près de 25 % des voix (son score atteignait régulièrement jusque-là près de 20 %), le débat autour de sa nature, néo-fasciste ou autre, repartit de plus belle.

Par Boris Jezek

**PAR AILLEURS, LE MINISTRE** de l'intérieur autrichien admettait, après 3 ans de recherches, que l'enquête sur les auteurs des attentats aux lettres piégées (1) n'avait toujours pas avancé. Idem pour l'assassinat des quatre Gitans, tués par un attentat à l'explosif près d'une colonie gitane en Autriche orientale, en 1995.

Les manifestations massives, qui regroupèrent près de 300 000 personnes défilant sous des slogans humanistes, témoignèrent de l'indignation et des inquiétudes d'une partie importante de la population autrichienne, qu'on peut qualifier de libérale. Mais c'est surtout dans ce milieu libéral extérieur aux partis, du Parti conservateur chrétien au Parti communiste, qu'une perception claire de l'extrême-droite fait défaut. Face à la confusion régnante, Brigitte Bailer-Galanda, une sociologue spécialisée dans l'étude de l'extrême-droite après 1945, a éprouvé le besoin de préciser que « tout raciste n'est pas de l'extrême droite, et tout partisan de l'extrême-droite n'est pas un néo-nazi » (2).

Or, il faut rappeler qu'il n'y a pas eu, en Autriche, de dénazification en profondeur. Les partis parlementaires qui se sont reconstitués à partir de 1945 ont tous convoité les voix des ex-nazis, parti communiste inclus.

Il n'y a pratiquement pas eu de débat idéologique visant à extirper le passé nazi. Très vite, la population autrichienne a ressenti les forces alliées en tant que forces « occupantes », ce qui facilitait le refoulement des atrocités commises sous le nazisme. Bien vite, ce qui prédomina dans les médias et la propagande des partis fut l'indignation face aux viols et aux enlèvements commis par

les soldats des troupes alliées. Un exemple typique de cette atmosphère est la discussion politique qui eut lieu autour d'une exposition antifasciste prévue pour l'année 1946 sur le thème de « plus jamais le fascisme ». Des mois durant, l'ÖVP (Parti populaire autrichien, conservateur chrétien) empêcha la préparation de l'exposition, parce qu'elle devait porter également sur la politique dictatoriale des sociaux-chrétiens durant la période de l'Etat corporatif. Un compromis fut finalement trouvé, en vertu duquel l'exposition fut consacrée aux « victimes du national-socialisme », parmi lesquelles était inclus le chancelier Dollfuss, qui fit tirer sur les ouvriers lors des manifestations de 1934. (3)

**LE CONSENSUS IDÉOLOGIQUE** sous la deuxième république autrichienne fut le suivant : le national-socialisme a été une période d'atrocités inaugurée en 1938 avec l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie. C'était donc une atrocité de provenance « étrangère », qu'il ne fallait surtout pas analyser dès lors qu'elle avait été importée et imposée de l'extérieur.

Cet arrière-plan explique les scandales provoqués par les antisémites et l'extrême droite durant les années 50 et 60. Dans les universités, les anciens national-socialistes enseignaient à nouveau, tandis que s'intégraient dans les partis reconstitués d'anciens SS, tels que Friedrich Peter, l'ex-dirigeant du FPÖ et protégé du chancelier Bruno Kreisky.

Au début des années 60, lors d'une manifestation contre un professeur d'université antisémite, Tara Borodajkevics, un manifestant

antifasciste fut battu à mort. Au milieu des années 70 encore, des bagarres entre groupes néo-nazis et organisations de gauche avaient lieu dans les universités autrichiennes.

Si le parti social-démocrate (SPÖ) dénonce aujourd'hui le FPÖ de Haider en lui reprochant d'être intolérant et xénophobe, il ne faut pas oublier que le SPÖ lui-même a participé à la légitimation sociale des positions politiques de l'extrême droite autrichienne. Lors des élections communales à Vienne en 1996, le SPÖ — par crainte que le FPÖ ne renforce de nouveau son score électoral — s'est placé sur le terrain du FPÖ pour faire de la surenchère nationaliste. Le maire de Vienne, Michael Häupl, a appelé cela « regagner la souveraineté sur l'espace des cafés du commerce ». Le SPÖ s'est déclaré ouvertement hostile à ce que des personnes n'ayant pas la nationalité autrichienne reçoivent des logements sociaux de la part de la commune de Vienne. A l'instar du FPÖ, le SPÖ a exigé des immigrés une « volonté d'intégration » et appelé à la limitation de l'immigration.

Et de fait, cela fait 10 ans que les ministres de l'intérieur sociaux-démocrates tentent de limiter l'immigration. Même un ministre de

1) En 1993 a eu lieu une première série d'attentats aux lettres piégées, durant lesquels l'ex-maire de Vienne, Helmut Zilk, a été grièvement blessé. Dans leur message de revendication, les auteurs de l'attentat ont expliqué qu'ils voulaient défendre l'Autriche contre « l'invasion par les étrangers ». Leurs attentats visaient aussi bien des personnalités politiques ayant défendu une position humaniste à l'égard des immigrés, que des institutions où travaillaient des immigrés.

2) Brigitte Bailer-Galanda, *Rechtsextreme Strömungen in Österreich nach 1945* (Les Courants d'extrême-droite en Autriche après 1945), dans *Zebra*, 4/1996, Vienne.

3) Wolfgang Kos, *Eigenheim Österreich*, Vienne, 1995



l'intérieur tel que Caspar Einem, considéré comme un homme de « gauche » à cause de son passé, a pratiqué une politique d'immigration restrictive. Son prédécesseur social-démocrate au ministère de l'intérieur, Franz Löschnak, a même été mérité que Haider le décrive comme « notre meilleur homme dans le gouvernement ». Quant au ministre de l'intérieur actuel, Karl Schlögel, social-démocrate lui aussi, il a présenté récemment un texte de loi sur « l'intégration » des étrangers, qualifié de catastrophique par de nombreux experts. En vertu de cette loi, toute immigration nouvelle doit pratiquement cesser ; la réunification des familles est considérablement limitée.

Comme le dit Brigitte Bailer-Galanda, « des positions racistes et d'extrême droite se trouvent répandues dans la population, au-delà de l'extrême droite organisée et du FPÖ, et se retrouvent aussi parmi les partisans des autres partis politiques ». Il n'est donc pas étonnant de constater que, pour la couche électorale traditionnelle du SPÖ, franchir le pas vers Jörg Haider n'est pas vécu comme un grand tournant idéologique. Ce passage relativement aisé est d'autant plus dangereux que de nombreux hommes politiques du SPÖ pensent qu'il ne faut plus marginaliser Jörg Haider.

**L'IDÉE DERRIERE CE TYPE D'OPINION** est de faire pression à travers le FPÖ sur l'ÖVP, leur partenaire conservateur de la coalition gouvernementale. Tant pour l'idéologie social-démocrate que pour le mouvement ouvrier, cette tactique est une véritable catastrophe.

Le FPÖ est aujourd'hui, et de loin, la force

où se concentre la part la plus importante de l'extrême-droite en Autriche. Il organise un potentiel qui, s'il n'est pas dans son ensemble orienté vers l'extrême-droite, offre néanmoins aux partisans de l'extrême-droite et aux fascistes, un « foyer politique ». Jörg Haider présente toujours son FPÖ comme le parti des « petites gens » et des « travailleurs ». Il a relégué les anciens nazis et nationalistes dans les coulisses. Cependant, il ne s'en est pas débarrassé. Il fait même régulièrement des allusions qui leur sont destinées : c'est ainsi qu'il a fait publiquement l'éloge de la « politique efficace de l'emploi sous le troisième Reich » et qu'il a déclaré que les anciens SS ne faisaient qu'accomplir leur devoir.

Pourtant le FPÖ n'est pas, à proprement parler, un parti néo-nazi. C'est plutôt un parti réactionnaire moderne partisan du néolibéralisme, qui s'appuie de plus en plus sur les ouvriers et les marginalisés. On peut le caractériser comme un parti d'extrême-droite, mais en tenant compte du fait qu'il est entièrement intégré dans le système parlementaire.

**QUANT AUX GROUPES NÉO-NAZIS** proprement dits, ils jouent un rôle peu important en Autriche. Nés dans les années 70 au sein des universités, ils ont dû constamment changer leur nom et se reconstituer, car les plus radicaux d'entre eux ont été interdits en vertu de la loi sur les associations et la Verbotsgesetz, qui interdit les propos négationnistes. Ces groupuscules comptent aujourd'hui une centaine de membres au maximum. Le plus connu parmi eux est la VAPO, car Gottfried Küssel, son « Führer » (c'est son titre officiel), a fait des déclarations tonitruantes à une chaîne de télévision, à la suite desquelles il a été arrêté et condamné à dix ans de prison pour récidive de nazisme (Wiederbetätigung). Les enquêtes entreprises sur ces groupuscules ont dévoilé que certains parmi eux organisent régulièrement des sessions d'entraînement paramilitaire pour des jeunes.

Ces groupes ne sauraient être sous-estimés, car il y a en Autriche des lieux hantés par de jeunes recrues des groupes néo-nazis. Dans les environs de Vienne en particulier, il y a plusieurs gares et places publiques où il devient angoissant pour des immigrés ou des étrangers de se trouver. Les causes de quelques incendies survenus dans des foyers d'immigrés n'ont pas été élucidées, de même que la lumière n'a pas été faite sur la mort d'un lycéen de gauche à proximité d'un meeting de l'extrême-droite. En outre, l'étendue réelle de l'activisme des groupes néo-nazis n'est pas bien connue, car la police autrichienne cache autant qu'elle peut les actes de violence commis pour des motifs

politiques de droite.

L'existence du FPÖ et le rôle hégémonique qu'il joue à l'extrême droite empêchent la construction de structures militantes importantes plus radicales. Ainsi, la tentative d'établir en Autriche, comme en Allemagne, un milieu jeune d'extrême-droite avec sa propre musique, ses lieux de rencontre, ses boîtes de nuit, etc., n'a pas réussi. Dans les années 80, la construction par les néo-nazis d'un réseau de sympathisants autour des « hooligans » du football semblait possible. Mais la tentative échoua du fait de la contradiction entre la structure autoritaire des néo-nazis et le caractère plutôt indiscipliné des « hooligans ».

En réalité, le plus grand danger aujourd'hui ne vient pas des groupuscules néo-nazis : il réside plutôt dans l'acceptation croissante d'éléments de l'idéologie national-socialiste par de larges parties de la population — à travers leur reproduction par tous les partis parlementaires, à l'exception des Verts.

# La résistible ascension du F. Haine... \*

DOSSIER : FRANCE  
EXTRÊME DROITE  
ANTI-FASCISME,  
ANTI-RACISME

*Et de quatre ! Le gain de Vitrolles (une ville des Bouches-du-Rhône de près de 40 000 habitants) par le Front national indique à l'évidence la progression du mouvement d'extrême droite, son ancrage sur la scène politique française. Mais, tout à la fois, cette quatrième ville frontiste semble servir de signal d'alarme et permettre le réveil des consciences et la construction d'une mobilisation antifasciste d'ampleur.*

Par Arnaldo Castelleras

**LA VICTOIRE DE BRUNO MÉGRET** (via sa femme Catherine, candidate potiche) au deuxième tour à Vitrolles, à la majorité absolue (52 % des voix) sert donc de double révélateur.

Un an et demi après les élections présidentielle et municipales de 1995, le FN semble en mesure de continuer sa progression. Le gain de trois villes d'importance (Toulon, Orange, Marignane) (1) ne devait pas masquer alors le triplement des conseillers municipaux et l'entrée du FN dans la plupart des conseils des grandes villes. Cette installation du parti fasciste dans les instances de gestion des villes était lourde de conséquences. En effet, le mouvement de Le Pen se banalise, se trouve en charge de dossiers, entre dans les conseils d'administration d'établissements scolaires, tisse des liens avec les associations, se permet d'intervenir dans certains conflits d'entreprises avec ses élus portant l'écharpe en bandoulière...

Les autres partis politiques présents dans les mêmes conseils municipaux (le phénomène est bien sûr identique dans les assemblées régionales) apprennent à compter avec les oppositions, les batailles du FN. De fait, ils « fréquentent » régulièrement cette organisation. Le Front national est devenu un acteur permanent de la vie politique, non seulement nationale mais aussi locale.

Il est évidemment à craindre que de « fréquenté », il ne devienne fréquentable. Cette installation du FN peut ainsi s'accompagner d'une banalisation. Les partis de droite, aux prises avec la progression du FN, hésitent sur la stratégie à adopter. Mais, que ce soit la défense du front républicain, le contournement, l'alliance pour mieux pour les circonvenir ou la reprise des thèmes du FN pour récupérer son électorat, cela aboutit à une mise en évidence du parti de Le Pen et de ses propositions.

Le vote des lois racistes du ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré concernant l'immigration en est une preuve. La mise à l'index d'un secteur de la population, les étrangers, comme responsable de tous les maux et toutes les difficultés de notre société ne peut qu'apporter de l'eau au moulin des fascistes. Et le distinguo entre clandestins et « réguliers » ne change rien à la suspicion générale qui accompagnera désormais le statut — et le faciès — d'étranger. Les valse-hésitation du PS et la faible bataille menée, dans un premier temps, par les députés du PS et du PC à l'Assemblée nationale sont aussi révélateurs de la banalisation des idées du FN.

Cette « centralité » du FN s'accompagne d'un développement de ce mouvement et de ses organisations. Depuis maintenant quelques années, le Front national entend mailler la société d'associations relais de ses campagnes et propositions. Pour mieux répondre aux attentes d'un électorat populaire (premier vote chez les ouvriers et chômeurs notamment), pour encadrer cet électorat et progressivement le transformer en militants frontistes, le FN a lancé une offensive dans nombre d'entreprises et de secteurs sociaux (2).

Des pseudos « syndicats » FN voient le jour, des associations « caritatives » installent et tentent de concrétiser sur le terrain la thématique de la « préférence nationale ». Dans les élections d'organismes de gestion des logements sociaux, bientôt aux élections prud'homales, le FN essaye d'apparaître partout et se pose en « meilleur défenseur des plus démunis, des exclus »... à condition que ceux-ci soient « bien français ». Si les batailles engagées, en particulier par les syndicats (CGT, CFDT, FSU...), permettent l'invalidation des sigles FN et l'impossibilité pour ces organisations frontistes de se présenter aux élections professionnelles, il n'en demeure pas moins qu'une partie non négligeable de secteurs sociaux est aujourd'hui prête à écouter les sirènes de Le Pen et de ses sbires.

## LE FN À L'OFFENSIVE SUR TOUS LES TERRAINS

Non content d'intervenir sur le terrain social, le Front national entend mener l'offensive dans tous les secteurs. Les commandos anti-IVG reprennent leurs actions devant les cliniques et les hôpitaux pratiquant les avortements et le FN leur fournit bien souvent une base militante et idéologique. Auprès des jeunes, dans les lycées, on assiste à de nombreuses interventions du Front national de la jeunesse. Sur le front culturel, après des actions menées dans les bibliothèques des villes dont il a la gestion, le Front national tente de faire la démonstration qu'il subit un ostracisme dans la plupart des bibliothèques et par là même, présente « ses » auteurs comme victimes de la censure des représentants du « politiquement correct ». Les auteurs qu'il entend promouvoir sont bien sûr issus du sérail de la pensée fasciste et ultra-réactionnaire de ce siècle. Négationnisme, révisionnisme sont ainsi présentés comme des courants de pensée comme les autres, au même titre que socialisme, communisme voire gaullisme...

La dernière preuve en date de cette offensive au Salon du livre de Paris qui s'est tenu en ce mois de mars. Sous l'appellation SANH (Société anonyme de National hebdo), le Front national avait réservé un stand. Cette installation à bas bruit devait néanmoins être contrecarrée par l'action des militants du mouvement antifasciste Ras

\* Du titre d'un ouvrage édité par Ras l'front, *La résistible ascension du F. Haine, petit manuel à l'usage de ceux qui résistent au fascisme ordinaire*, Editions Syllepse, 1996, 255 p., 100 F.

1) Voir article dans *Inprecor* n°404, juillet 1996.

2) Voir *Inprecor* n°404.



### À lire

Pour combattre le Front national efficacement, il importe de bien le connaître. C'est le cas du journaliste Michel Soudais qui vient d'écrire *Le Front national en face*. Depuis de nombreuses années, il suit le Front national, non comme un phénomène de mode, mais comme un mouvement politique en marche vers le pouvoir. Avec ses dynamiques, ses contradictions, ses forces et ses faiblesses...

« Nous ne croyons pas pour autant que tous ceux, et ils sont nombreux, qui ne veulent pas voir un jour l'extrême droite arriver aux commandes puissent faire l'économie des questions soulevées par l'émergence de ce parti. Qui sont ses électeurs ? Est-on bien sûr qu'il s'agit d'un vote protestataire ? Qui sont ses militants ? Ses cadres ? Quel est son programme ? ».

La lecture de ce livre apporte justement ces réponses nécessaires au combat antifasciste

*Le Front national en face*, Michel Soudais, Flammarion Documents, 1996, 296 p., 110 F.

l'front. En effet, ceux-ci, après avoir eu connaissance de la volonté du FN d'apparaître officiellement au 17<sup>ème</sup> Salon du livre, proposaient aux éditeurs de protester auprès des organisateurs du salon, puis diffusaient un tract dénonçant sa présence. On pouvait y lire notamment : « *Ceux qui interdisent et censurent des livres dans les bibliothèques des villes dont ils ont la gestion (Orange, Marignane...), ceux qui sont contre toute liberté culturelle, qui sont aujourd'hui les héritiers de ceux qui brûlaient les livres il y a soixante ans, de quel droit viennent-ils distiller leur discours de haine et de rejet de l'autre ?* ». Cette action s'est terminée par le « démontage » énergétique du stand fasciste. Elle s'est surtout

prolongée par une pétition d'éditeurs annonçant qu'ils boycotteraient le prochain Salon du livre de Paris si le Front national, sa presse ou ses éditions devaient y être présents. Cette victoire des antifascistes souligne bien sûr la nécessité d'une vigilance de tous les instants et dans tous les secteurs.

### UNE REMOBILISATION DES ANTIFASCISTES

Il apparaît évident que la défaite de Vitrolles avec l'élection de Bruno Mégret, sur fond de débat parlementaire des lois Debré, a stimulé une prise de conscience et des ripostes antifascistes d'ampleur. L'importance des manifestations pour accueillir ici ou là Le Pen ou Mégret, contre la tenue des congrès départementaux du FN, atteste de cette mobilisation. Plus de 20 000 manifestants à Grenoble, près de 10 000 à Toulouse, Marseille, Saint-Étienne, 6 000 à Annecy, ces chiffres augurent bien de la préparation de la manifestation qui se tient à la fin du mois de mars à Strasbourg contre la tenue du congrès national du FN.

Ces chiffres sont à mettre en relation avec les 100 000 manifestants parisiens du 22 février, contre les lois Debré. À l'appel de cinéastes, d'acteurs, d'écrivains, d'intellectuels... un vaste mouvement citoyen s'est déclenché, semblant prendre conscience, presque à retard, de l'iniquité des lois Debré concernant notamment l'accueil des étrangers en France. Se substituant à la relative inertie des principaux partis politiques, des dizaines d'appels en tous genres ont vu le jour, proclamant la « désobéissance civique », la lutte contre les lois racistes, la solidarité avec les mouvements de sans-papier... faisant le lien entre les mouvements de l'été dernier autour des sans-papiers de Saint-Bernard (à Paris), les lois Pasqua-Debré, la montée en puissance du Front national et le gain de Vitrolles par ce dernier.

Cette mobilisation s'est aussi traduite par la mise en place de cadres unitaires, tant à l'échelon local que national. Ainsi, la création à l'hiver 1996 d'un collectif national de vigilance contre l'extrême droite, dans lequel se retrouvent l'ensemble des partis de gauche, les syndicats et les associations est un signe de cette nécessaire remobilisation.

Le cadre unitaire de toute ces manifestations démontre aussi cette urgence. Il est clair que l'approche des élections législatives de 1998 et la menace d'un Front national qui s'apprête à jouer les arbitres, voire à gagner des circonscriptions, remobilise l'ensemble des acteurs politiques.

Si les manœuvres pré-électorales accompagnent cette remobilisation antifasciste, il faut néanmoins prendre acte de ce réveil politique. À tous ceux qui, il y a peu de temps encore, analysaient le Front national comme un phénomène temporaire, voire protestataire, il apparaît maintenant clairement, que le Front national entend jouer les alternatives politiques.

À l'heure des débats sur la monnaie

unique, les critères de convergence, au moment où de nombreuses restructurations, des mises en concurrence de secteurs nationalisés à l'échelle européenne s'opèrent, alors que de plus en plus nombreux sont ceux qui sentent leur avenir menacé, il semble évident que la démagogie nationaliste d'un Front national peut toucher des secteurs importants de l'opinion. Les promesses sociales et économiques du président Chirac ayant fait long feu, les propositions des partis de l'opposition n'ayant pas non plus acquis de crédibilité, il est à craindre que le FN ne puisse renforcer son image de recours.

Il importe alors pour les militants révolutionnaires de renforcer le mouvement antifasciste, unitaire et indépendant, tout en œuvrant à construire une alternative politique porteuse d'espoir et de changements radicaux.

Alors que le Front national tient son congrès à Strasbourg et fête son 25<sup>ème</sup> anniversaire, qu'il peaufine les préparatifs de sa campagne de législatives en orientant toujours plus son intervention vers le social, il est capital que la contre-offensive s'intensifie.

Celle-ci passe par la mobilisation complémentaire des associations, des syndicats et des organisations politiques. Ainsi, les rencontres de syndicalistes antifascistes (3) mises au point récemment par Ras l'front indiquent, dans le domaine précis de la lutte contre le FN à l'intérieur des entreprises que si le danger est réel, la mobilisation de tous peut apporter une réponse efficace.

Le week-end des 15 et 16 mars derniers, ce sont près de 2 000 femmes (et hommes) qui se retrouvaient lors d'assises nationales pour la défense des droits des femmes.

Autour du combat des sans-papiers, la mobilisation doit aussi se renforcer et faire du combat des plus exclus, des plus vulnérables celui de tous les citoyens soucieux de la démocratie et des libertés.

Dans tous les secteurs, la résistance s'organise. Et ces débats, ces combats menés posent bien sûr la question de leur confluence et de leurs débouchés. Ainsi, contre l'extrême droite fasciste, contre tous ceux qui profitent de la désespérance et de la peur de lendemains toujours plus difficiles, contre la politique du pire menée par le gouvernement Juppé, c'est à un véritable combat, sans échappatoire possible, projet contre projet, que nous devons œuvrer.



3) Le 1<sup>er</sup> mars 1996, plus d'une centaine de syndicalistes des principales confédérations débattaient de la riposte dans les entreprises contre le FN, ses pseudos « syndicats » et son programme social, à Paris lors d'une rencontre organisée par Ras l'front.

# Des intellectuels contre Debré

DOSSIER : FRANCE  
EXTREME DROITE  
ANTIFASCISME,  
ANTIRACISME

*Le 11 février 1997, cinquante-neuf jeunes réalisateurs de cinéma ont lancé un appel à la désobéissance civile contre la loi de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, sur l'immigration qui tendait, notamment, dans son premier article à instituer une déclaration de départ pour les personnes recevant un étranger chez elles. Cette appel a été à l'origine d'une grande mobilisation en France, plusieurs corps ont repris à leur compte le texte des réalisateurs. Le 22 février les initiateurs des différents appels ont décidé de participer à la manifestation initialement convoquée par le collectif des « 121 noms difficiles à prononcer ». Devant l'ampleur de la mobilisation la gauche décidait de rejoindre cette manifestation qui fut un succès inhabituel. Dans l'entretien qui suit Daniel Bensäid analyse les raisons de cette mobilisation inédite.*

## Entretien avec Daniel Bensäid

*Propos recueillis par Sabra Martin*

**Inprecor :** *Pour la première fois des lois sur l'immigration suscitent un foisonnement de protestations en France. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?*

**Daniel Bensäid :** Je pense qu'il faut inscrire cette mobilisation, dans un changement de perception de la question de l'immigration qui s'est dessiné au moins depuis les derniers mois, sinon depuis l'an dernier avec la lutte des sans-papiers.

Deux éléments principaux en sont à l'origine. D'abord, la lutte des sans-papiers a commencé à peser sur la place publique. Les conséquences des lois Pasqua et les problèmes des lois Debré sont apparus au grand jour. La lutte des sans-papiers a montré dans quelle situation inextricable leur application mettait des immigrés souvent réguliers. Sous prétexte de lutte contre l'immigration clandestine on fabriquait des clandestins à partir de gens qui ne l'étaient pas du tout.

En menant leur lutte au grand jour, à visage découvert au lieu de se cacher, les sans-papiers ont posé un problème humain qui a quand même changé la perception de la question de l'immigration. Si tant est qu'on puisse leur faire confiance, les sondages d'opinion lors de l'occupation de l'Eglise Saint Bernard (voir *Inprecor* n°409) ont montré une certaine sympathie à une échelle beaucoup plus large qu'auparavant dans la population.

Ensuite, le second élément est l'idée qui s'est exprimée au grand jour pendant les mobilisations récentes contre les lois Debré selon laquelle vu la gravité de la crise,

l'ampleur du chômage, la profondeur des phénomènes d'exclusion, mettre tout cela sur le dos de l'immigration apparaît comme une explication peu sérieuse.

Enfin, le troisième élément c'est l'idée qui a fait petit à petit son chemin affirmant que l'attitude défensive sur la question de l'immigration loin de disputer le terrain au Front national légitime son discours et favorise sa montée en puissance. D'où la conjonction dans le temps du débat parlementaire sur les lois Debré et de la victoire électorale du Front national à Vitrolles. Cette victoire a été sûrement le détonateur qui a permis au mouvement de protestation de prendre une telle ampleur.

La mobilisation a démarré de façon inattendue. Initialement on avait prévu une initiative autour de la pétition dite des « noms impronçables » mais finalement on a été surpris par l'apparition d'abord de la pétition des cinéastes et ensuite d'une série de pétitions dans les milieux professionnels. Ces pétitions sont significatives de deux choses : d'une part d'une certaine défaillance des organisations politiques, notamment du Parti socialiste, qui depuis longtemps ont été cruellement absentes sur la question de l'immigration. D'autre part d'une sensibilité des milieux cinéastes, écrivains, traducteurs, etc. à un certain cosmopolitisme culturel qui fait qu'ils ont été directement choqués par la criminalisation de l'étranger. La combinaison de ces deux facteurs explique pourquoi les pétitionnaires sont apparus comme un catalyseur de l'opinion publique. C'est également la raison pour laquelle la manifestation du 22 février fut numériquement importante mais très peu organisée. Décrite à juste

titre par le journal Libération comme une marche civique, elle a rassemblé une majorité de gens venus à titre individuel pour exprimer leur protestation.

Si on met bout à bout la lutte des sans-papiers et la dernière mobilisation — même si la loi Debré est adoptée, certes, amendée l'essentiel demeurera — on peut espérer un changement durable sur le thème de l'immigration dans la conscience des gens. C'est d'ores et déjà le cas pour certaines composantes de la gauche : dans les années 80 le Parti communiste avait été très critiqué pour avoir fait le dos rond et, de fait, favorisé le début de pénétration des idées xénophobes, or lors des dernières mobilisations aussi bien la CGT que le PC ont adopté une attitude de soutien actif.

● **Pourquoi selon toi certains intellectuels ont-ils manifesté leur réprobation devant la démarche des cinéastes et la campagne de pétitions ?**

Des intellectuels se sont dressés, au nom du peuple, contre les pétitionnaires dénonçant la loi Debré. Certains sont sincères, notamment l'historien Emmanuel Todd qui voit « dans cette mobilisation quelque chose de pervers » (*Le Monde* du 16 février).

Ce chercheur à l'Institut national des études démographiques a pourtant écrit un livre correct sur la question (*Le destin des immigrés*, Seuil 1994, NDLR). Sa position repose sur un argument discutable qui le conduit à tirer des conclusions fausses. Il pense qu'impulser une mobilisation sur le thème de l'immigration, même pour répondre à une loi injuste, replace prioritairement



rement le débat autour de ce thème au détriment des questions sociales plus brûlantes. Qui plus est, si ce sont les milieux intellectuels petits-bourgeois urbains qui se précipitent sur ce terrain cela risquerait de consolider voire aggraver la cassure avec les milieux populaires.

Il est vrai que la manifestation du 22 février était moins populaire que la traditionnelle fête de l'Humanité (la fête annuelle du PCF). La crainte, formulée par Todd quant à un divorce entre les intellectuels et les milieux sociaux peut être entendue mais sa conclusion qui consiste à ne pas participer à la mobilisation est fautive. Car il est possible de faire front à la fois sur la question sociale et sur celle de l'immigration. Il est de bon ton désormais d'aborder le problème de front, de renverser le discours et de refuser de laisser déstabiliser l'immigration qui est déjà installée. Cette loi est le prolongement des lois Pasqua c'est pourquoi il faut non seulement revenir sur la loi Debré mais également sur celles de Pasqua. Ces dernières ont remis en cause le droit du sol permettant par le biais du mariage ou de la naissance l'accès à la nationalité. Il s'agit d'un changement historique dans les critères de citoyenneté.

Les dernières mobilisations constituent le début d'une prise de conscience et non pas la fin d'un processus. Il faut d'abord se mobiliser, lutter et ensuite discuter.

D'autres personnalités, moins sincères, ont découvert subitement la lutte de classes. Le Figaro (quotidien de droite) a considéré, pour la circonstance, que l'immigration était une question annexe et les mobilisations une diversion par rapport aux priorités de la lutte de classes.

Le problème aujourd'hui, c'est qu'une

partie de la crainte des plus sincères parmi ces personnalités s'est trouvée justifiée a posteriori. Les mobilisations ont certes eu un effet positif sur la conscience et le rapport à l'immigration, mais il n'en demeure pas moins que le résultat politique immédiat semble être un renforcement de la légitimité du gouvernement. Le gouvernement est resté ferme en refusant de céder à la pression de la rue mais également raisonnable en acceptant d'amender le premier article, tout en affirmant par la voix de son premier ministre qu'il sera une barrière intransigeante face à la montée du Front national.

Selon les derniers sondages — si on peut leur prêter quelque crédit — l'effet immédiat de cette politique est une faible remontée de popularité du gouvernement. C'est la première fois que le gouvernement gagne du terrain suite à un mouvement social. Autrement dit dès qu'on a une gauche qui ne remplit pas complètement sa fonction, paradoxalement les mobilisations peuvent se traduire par un renforcement, bien que tout à fait relatif, de la majorité actuelle. Ce constat peut donner des arguments a posteriori aux gens qui n'ont pas soutenu le mouvement.

### ● Sur le terrain de l'immigration quel type de bataille faudrait-il mener contre le Front national (FN) ?

La bataille contre le FN sur le terrain de l'immigration est une bataille de résistance. Il s'agit d'être vigilants contre tous les dérapages xénophobes, les charters, les contrôles policiers, etc.

Les pétitionnaires sont passés facilement du rejet du premier article de la loi Debré à son retrait global. Une bonne partie des gens qui se sont mobilisés comprennent peu à peu qu'il faut remonter à la loi Pasqua.

Il est important d'envisager en 1998, à l'occasion des élections législatives, une campagne massive de pétitions demandant à tous les candidats de s'engager à abroger les lois Pasqua. L'objectif est au moins de pointer une épée contre le dos du PS au cas où il gagnerait les élections. Par ailleurs, il y aura pas de réponse au FN sans changement radical de la politique sociale. Sans une inversion significative de la tendance du chômage, les conditions au développement et à la démagogie du FN demeureront.

Le seul terrain où le FN, en dépit de ses tentatives, ne parvient pas à se faire entendre, est celui des mouvements sociaux. Lors du mouvement de grève de 1995 ou durant les dernières mobilisations contre la loi Debré, le FN était absent dans la rue. Bien évidemment cela ne règle pas le problème de son influence électorale grandissante. Le FN cherche — avec pas mal de persévérance et un certain résultat depuis maintenant 15 ans — à imposer l'idée selon laquelle la ligne de fracture dans la société est entre nationaux et étrangers et cela ne se

réfute pas avec des arguments. Il faut rétablir, en pratique le fait que la ligne de fracture est sociale face à la privatisation, aux licenciements. Remettre le débat sur ce terrain rendra l'autre clivage secondaire. Il faut rétablir l'idée que l'immigré n'est pas un étranger menaçant bizarre mais, la plupart du temps, un travailleur avec qui on a des intérêts communs à partager. A ce propos le changement du vocabulaire est en soi significatif, car dans les années 70 avant la crise on parlait des « travailleurs immigrés ». Une remise en cause terrible du point de vue symbolique a été le passage du « travailleur immigré » à l'immigré ou étranger.

La responsabilité du PS est accablante à ce niveau. C'est bel et bien Mauroy, premier ministre socialiste en 1982, qui a dénoncé une grève de l'usine Citroën comme une grève islamiste. C'est toujours le même PS qui a renoncé à son engagement de donner le droit de vote aux élections locales — ce qui était également inacceptable dans la mesure où cela instaurait les deux collèges ou encore une forme de sous-citoyenneté, comme l'a bien expliqué Sami Naïr (*Contre les lois Pasqua*, Edition Arlea).

### ● En cas de victoire du PS aux prochaines législatives, penses-tu qu'il abrogerait les lois Debré et Pasqua ?

Dans son entretien accordé au journal *Le Monde*, Lionel Jospin (premier secrétaire du PS) parle exclusivement de l'abolition des articles contestés de la loi Debré et non pas de la loi dans son ensemble. Devant la montée en puissance de la contestation, le PS par la voix de son porte-parole (ce qui laisse supposer qu'il s'agit d'une position officielle) et puis par le biais de sa « guérilla parlementaire » en est venu à poser le problème de l'abolition de la loi Debré.

Néanmoins, ce n'est pas la première fois que le PS prend un engagement pour ne pas le respecter par la suite. Il pourrait prétexter du contexte de la cohabitation avec Chirac et la gestion du passage, plus que difficile, à l'Euro pour ne pas ouvrir cette question pénible au nom d'autres priorités. Le plus probable c'est une dérobade. Toujours est-il, le PS a constamment parlé de corriger certains aspects des lois Pasqua et jamais de les abolir. C'est pourquoi il faut trouver les moyens (pétitions, etc.) de renforcer, en tenant compte de l'échéance électorale, l'éveil des consciences qui a commencé à se manifester avec les dernières mobilisations.

Par ailleurs, l'éventuelle victoire du PS demeure un scénario hypothétique car tout indique que ses dirigeants, à commencer par Jospin lui-même, ne sont pas débordant d'enthousiasme pour gagner les élections de 1998. Leurs candidats veulent être élus, mais collectivement ils ne veulent pas être trop majoritaire ou même pas majoritaire du tout.

Mais un accident peut arriver et ils peuvent gagner malgré eux ...



# Droit de vote aux immigrés

DOSSIER : BELGIQUE  
EXTREME DROITE  
ANTIFASCISME,  
ANTIRACISME

*La solidarité avec la famille de la petite Loubna violée et assassinée par un pédophile réouvre le débat sur l'égalité des droits et le droit de vote des immigrés. Vincent Scheltiens fait le point sur cette question.*

*Par Vincent Scheltiens  
Bruxelles, mars 1996*

**LES FUNÉRAILLES DE LA PETITE** Loubna Benaïssa, retrouvée au fond d'une cave près de la maison où elle habitait avec sa famille, se sont transformées en deuil national. Pour la première fois les communautés belges et immigrées se sont retrouvées fortement unies et solidaires dans le chagrin et face aux « dysfonctionnements » des polices et autres institutions de l'État, mais aussi dans l'espoir d'un changement profond. Inouï, 20 000 personnes de toutes origines sociales, nationales et linguistiques, rassemblées autour d'une mosquée, des centaines de milliers clouées devant leurs écrans pour la transmission en direct de ces funérailles, transformées par Nabela Benaïssa, sœur aînée de Loubna, et les autres familles touchées, en réquisitoire contre la justice, la politique...

Il s'agit bien d'un événement majeur : pour la première fois l'opinion publique s'identifie avec une famille d'origine maghrébine, dont Nabela est devenue une des figures emblématiques du combat des parents et familles des fillettes disparues, abusées voire assassinées. Par le fait que la petite Loubna a dû être enterrée le lendemain à Tanger au Maroc, loin de ses proches, la Belgique apprit avec étonnement que la communauté musulmane ne disposait pas dans la capitale de cimetières, respectant ses cultes religieux.

C'est dans ce climat de solidarité que le premier ministre social-chrétien Jean-Luc Dehaene — surpris par un journaliste avisé — déclarait à la télévision flamande que « rien n'était plus comme avant » et qu'il était prêt à réouvrir le débat sur les droits politiques des immigrés. Attention : Monsieur Trois Pour-cent n'a jamais déclaré qu'il était en faveur de ces droits élémen-

taires, juste qu'il fallait dorénavant envisager de réouvrir le débat. Du coup, toute la classe politique a commencé à bouger. Capitulant face à la montée électorale de l'extrême droite (avant tout le Vlaams Blok en Flandre), les gouvernements successifs et partis politiques traditionnels avaient supprimé de leurs programmes et accords gouvernementaux toute référence au droit de vote au niveau communal pour les ressortissants non-union européens en Belgique (figurant pourtant dans l'accord gouvernement Mar-tens IV de 1984).

Il fallait une fille d'origine marocaine violée et assassinée et une population mobilisée pour que la classe dominante commence à osciller sur la question. Le führer du Vlaams Blok Filip Dewinter proclama à haute voix que les autres récupéraient le chagrin d'une pauvre famille pour mettre à mal son parti « *qui dit ce que la majorité pense* ». Le chef de fil fasciste doit déplorer que la majorité pensante s'est transformée en masses mobilisées et parlant pour elles-mêmes. Au parlement flamand Dewinter ne sut pas répondre à la question des Verts, à savoir si le Vlaams Blok avait été au pouvoir la famille Benaïssa aurait-elle été déportée en charter ou d'une autre façon (comme l'exige son programme en soixante-dix points « *pour résoudre le problème de l'immigration* ») ?

## L'ÉGALITÉ EST TOTALE OU N'EST PAS

Politiciens bourgeois et sociaux-démocrates se hâtent de limiter le débat sur les droits politiques au seul niveau municipal. Bientôt la Belgique devra appliquer l'article du Traité de Maastricht qui prévoit le droit

de vote au niveau communal et européen pour les ressortissants des pays de l'Union européenne. Pour cela le parlement doit avec une majorité des deux tiers changer l'article 8 de la Constitution.

Les Verts et le Parti ouvrier socialiste (section belge de la Quatrième Internationale) proposent comme démarche l'adoption d'un « changement ouvert » permettant par la suite d'accorder le droit de vote à tous les non-belges par une simple majorité parlementaire. Il s'agit d'une proposition défendue également par le Comité national pour le suffrage universel, organisation toute récente de jeunes immigrés dont le porte-parole Tarik Fraihi déclare « *que ce serait bien fou d'accorder le droit de vote à Gino Russo (père de la petite Mélissa assassinée par Dutroux) et pas à Nabela Benaïssa* », soulignant ainsi le travail exemplaire de ces deux porte-parole du « mouvement blanc ».

Faute de pouvoir mettre fin au débat sur le droit de vote des immigrés, les politiciens bourgeois et sociaux-démocrates s'ingénieront à limiter ses « dégâts ». A l'instar d'un président du PS flamand, Louis Tobback qui a déclaré : « *D'accord pour le droit de vote au niveau communal, à condition qu'il n'y ait pas de surenchère, sinon on fait le jeu de l'extrême droite et de l'extrême gauche* ». Ce parti, comme le PS francophone, les deux partis sociaux-chrétiens, les libéraux, les nationalistes flamands et les mao-staliniens du Parti des travailleurs belges (PTB) s'alignent en fait — à différents niveaux — sur la voie de la nationalité et non de la citoyenneté. Ils exigent comme condition préalable au droit de vote l'acquisition de la nationalité belge avant de bénéficier de l'égalité des droits. Pour les uns il faut poser des conditions au niveau de « la volonté de



s'intégrer », pour les autres cette « naturalisation » doit se faire automatiquement après cinq années de résidence en Belgique.

Du côté francophone le PS évolue vers « la nationalité (presque) automatique » (sur simple demande). Même les libéraux francophones du PRL évoluent et n'excluent plus le droit de vote au niveau communal, rejoignant peu à peu les Verts francophones, avec lesquelles ils discutent en vue d'un changement de coalition. Le SP flamand semble être gagné pour la voie de la citoyenneté. Néanmoins, tous ces partis — y compris les Verts — se limitent au droit de vote au niveau communal.

Une telle limitation empêcherait une partie de la population de s'exprimer sur les politiques fédérales : austérité, privatisations, affaires, systèmes de protection, etc. Le CVP (chrétien démocrate), parti du premier ministre, diffère sa décision. Quelques ministres CVP au gouvernement flamand sont pour accorder le droit de vote au niveau communal. Les autres mettent l'accent sur la procédure pour l'acquisition de la nationalité belge qui a été assouplie, permettant à certains immigrés de devenir Belges(1). Le CVP sait que c'est décisif pour une éventuelle majorité de trois tiers.

**UNE OCCASION POUR LE MOUVEMENT  
ANTI-RACISTE**

Le mouvement anti-raciste doit maintenant passer à l'offensive. Ce mouvement

puissant il y a quelques années (1992, manifestation de 200 000 personnes à Bruxelles, grèves et manifestations lycéennes...) s'est essoufflé peu après, en raison des victoires électorales successives des fascistes et par manque de relais dans le monde politique. Il est impératif, d'abord, de rassembler ce mouvement, dont la direction de l'aile francophone est institutionnalisée et trop liée aux « piliers » du gouvernement. Lors de la journée internationale contre le racisme du 21 mars, antiracistes flamands et francophones manifestaient séparément, étant ainsi en total décalage avec la conscience et la mobilisation actuelle (crise blanche, solidarité au-delà des frontières linguistiques avec les travailleurs de Renault-Vilvorde et Forges de Clabecq).

Il faut maintenir, et renforcer la pression sur les politiciens, et s'imposer dans le débat en cours en tant que mouvement social. Batta le fer tant qu'il est chaud, telle doit être notre devise. Bien que l'obtention du droit de vote au niveau communal serait un pas très important, il faut — par la mobilisation — ouvrir complètement cette brèche et se battre pour le droit de vote et d'éligibilité à tous les niveaux, sans conditions préalables en ce qui concerne la nationalité. Parce que l'égalité sera totale ou ne sera pas.

La coordination anti-raciste du côté flamand, Hand in Hand (Main dans la Main) appelle à une nouvelle manifestation de masse en novembre. Il faut que tout le monde y réponde positivement et que, une fois de plus, la capitale voit défiler des centaines de milliers de personnes. Quant au blocage politique, il faut noter la remarquable tribune dans le quotidien *Le Soir* (19/3/97) d'Albert Faust, président de la FGTB-Bruxelles. Défendant le droit de vote il s'exclame : « *Peut-on encore espérer un sursaut de la gauche du Parti Socialiste ? Faut-il songer à relancer un nouveau Parti Communiste aiguillon de la gauche ou un "PSU" à la sauce belge ou un mouvement de progressistes ?* ». En effet, une fois de plus la question de la recomposition politique de la gauche se pose... avec toujours plus d'urgence.



1) En réalité la procédure de naturalisation comporte toujours une enquête de police sur « l'intégration » de la personne demandeuse de nationalité. L'arbitraire règne donc encore.



**ABONNEMENT (11 numéros par an)**

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Abonnement**       **Réabonnement**  
 **Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)**  
 **Institutions (600 FF, 1 AN)**  
 **« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)**  
 **« Découvrir INPRECOR » \* (75 FF, 3 mois)**  
 \*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom : .....  
 Rue : .....  
 Commune / Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Pays : .....

## Europe

# Les Marches contre le chômage : le soulèvement de l'espoir

*L'apogée de l'initiative des Euro-marches sera la manifestation de masse à Amsterdam le 14 juin. D'avril à juin, de Sarajevo à Belfast chômeurs et salariés marcheront contre le chômage et la précarité.*

*Par François Vercammen*

AU MOIS DE FÉVRIER 1996, les gouvernements de l'Union européenne se réunirent à Turin. Se déroulant après le sommet de Madrid (décembre 1995), qui venait de fixer le scénario pour l'Union monétaire, cette première Conférence intergouvernementale (CIG, dans le jargon européeniste) inaugurerait la voie constitutionnelle vers le « sommet » d'Amsterdam (juin 1997). Ce dernier est censé clôturer la série des CIG en révisant le traité de Maastricht, sur la réforme des institutions de l'UE, l'élargissement vers l'Est, la politique commune intérieure et extérieure.

### PRENDRE L'INITIATIVE

Tout serait alors en place. A partir de ce moment, rien ne devrait empêcher le train de foncer dans le brouillard.

Certes, le premier grand mouvement social européen contre Maastricht avait eu lieu en France en novembre-décembre 1995. Une première fissure dans le néolibéralisme triomphant. Mais face à cette UE, le mouvement syndical européen était resté perplexe et silencieux. Le conformisme, l'apathie et la pensée unique continuaient à régner. La CES (Confédération européenne des syndicats) avait programmé, pour Turin, une manifestation deux fois annoncée et décommandée. Comment mobiliser, mais juste assez pour ne pas mettre en question Maastricht : pour la CES, c'était et cela reste la quadrature du cercle. Dans ces conditions, quelques organisations syndicales et sociales, quelques courants politiques (dont le nôtre), quelques associations, de quelques pays sont allés à Turin avec la ferme intention de réagir. Coûte que coûte. Premiers contacts, premières discussions. Nouveau rendez-vous à Florence en juin 1996, où un « appel » fut lancé avec quelques idées-forces et une proposition d'action : organiser à travers toute l'Europe des marches contre le chômage (sur le modèle des marches en France en 1994).

Il y a un an encore, cela n'était pas évident. Il fallait y croire. Et pour y croire il fallait comprendre.

Comprendre que, malgré les discours officiels, cette unification européenne, déchirée par de multiples contradictions (monétaire et politique-étatique, avant tout), ne serait ni

indolore ni linéaire. Comprendre, d'autre part, que le chômage de masse persistant (18 millions officiellement recensés, c'est-à-dire 36 millions avec tous ceux et toutes celles qui n'ont pas un travail à temps plein) a créé une « nouvelle » question sociale de plus en plus explosive au cœur de ce monde riche qui mine nos sociétés. Comprendre donc, qu'au-delà des structures officielles du mouvement ouvrier et social, il était nécessaire et possible de trouver le levier qui permette de planter cet énorme problème moral au cœur des sociétés de l'UE ! Ne plus attendre. Ne plus se contenter de paroles. Ne plus miser sur ceux d'en haut. Mais au contraire : briser l'apathie. Passer à l'action. Commencer par en bas. Se lancer dans une initiative de très grande envergure à la hauteur du problème : le soulèvement de l'espoir.

### UN RASSEMBLEMENT EXCEPTIONNEL PAR SA FORCE MORALE

Le collectif des « Marches contre le chômage, l'exclusion et la précarité » avait acquis dès l'automne 1996 un caractère exceptionnel pour trois raisons.

D'abord comme on l'a dit, il s'agissait d'un engagement moral fort susceptible de clamer avec crédibilité un renversement radical des priorités face à l'UE : le social d'abord, pas la monnaie. D'où une exigence simple et juste : pour chacun(e) un emploi, un revenu, un logement, une formation, le droit à la santé.

Ensuite, le rassemblement était sans précédent par sa composition sociale. Au cœur de cette coalition il y a les exclu(e)s. Tous ceux et toutes celles qui dans le mouvement social sont prêt(e)s à agir : salariés(e)s et chômeurs/euses, et jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, autochtones et immigré(e)s, avec le soutien de larges secteurs du mouvement syndical, écologiste, féministe, antiraciste, Tiers monde, sans-abri, quart monde, centres sociaux pour la jeunesse.

Troisièmement : la coalition était vraiment européenne, car elle était présente, d'une manière organisée, dans chacun des pays membres de l'UE (et au-delà !).

Devant le cynisme de ceux qui nous gouvernent, voilà un

mouvement qui par son existence même incarnait la critique radicale de la politique néolibérale et l'espoir dans un monde meilleur et une société solidaire et égalitaire.

## BRUXELLES : UN SUCCES

Les 22-23 février, plus de 600 personnes se sont rassemblées à Bruxelles à l'initiative du Collectif européen des Marches pour Amsterdam en juin 1997.

Un succès considérable ! Un an après Turin, quel chemin parcouru ! Aujourd'hui toute l'Europe est représentée : Norvège, Finlande, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Grande-Bretagne, Irlande, Allemagne, Autriche, Suisse, France, Italie, État espagnol, Pays basque, Portugal, Grèce.

Qui plus est, dans chaque pays existe désormais un comité ou collectif national qui constitue le noyau organisateur. Bien entendu, leur représentativité (de la réalité sociale du pays), leur force militante et leur poids politique sont très variables de pays en pays. Mais l'effort concentré et coordonné sur le plan européen a permis aux plus faibles d'émerger et aux forts de se consolider.

« Bruxelles » visait avant tout à donner la parole à ceux et celles qui ne la prennent (presque) jamais. Tout à fait conforme à la composition sociale de sa base, plus de la moitié des participant(e)s aux assises étaient des exclu(e)s, sans-abri, sans-papiers, sans emploi et sans droits. C'est en fonction de leurs besoins, leurs aspirations et leurs contributions que l'ordre du jour et les méthodes de travail furent conçus.

D'emblée le ton fut donné par la délégation des dockers de Liverpool (en grève depuis plus d'un an), un travailleur des Forges de Clabecq (Belgique) en lutte et un représentant des sans-abri français. Trois quarts du temps de discussion (traduction en trois langues) se sont déroulés en « ateliers » où le témoignage, la forme de lutte, la revendication surgie du combat furent mis en vedette. Après venaient des commissions plus axées sur l'élaboration programmatique : monnaie unique et critères de convergence ; impôt sur les fortunes ; égalité entre hommes et femmes ; réduction du temps du travail ; situation de la jeunesse, etc. Avec à la clé, une assemblée générale de clôture où la profonde solidarité et l'unité d'action ne bloquèrent pas la discussion et n'empêchèrent pas les désaccord, les critiques, voire les récriminations de s'exprimer.

## CONSOLIDER ET ÉLARGIR L'INITIATIVE

À Bruxelles, l'unité s'est soudée, le travail en commun renforcé. Tout d'abord, le plan de travail a été adopté. La marche aura lieu, dans toute sa plénitude, dans chaque pays, pour converger le 14 juin sur Amsterdam.

Toute l'UE sera couverte par 18 Marches principales avec un réseau de marches « secondaires ». Pourtant, il y aura des comités d'accueil, des actions vers les entreprises, les bureaux de chômage, les écoles, les universités et les hôtels de ville : des meetings, des débats, des rencontres, des spectacles, des fêtes, deux mois durant : (du 14 avril au 14 juin, date d'arrivée de la Marche à Amsterdam).

Fortement internationaliste, rompant avec l'euro-centrisme ambiant, ouverte sur le Sud et l'Est, ce sera à Tanger (Maroc) et à Sarajevo (Bosnie) avec la présence des euromarcheurs venant de tous les coins de l'UE, que, le 14 avril, tout débute. Simultanément, dans toutes les capitales de l'UE, il y aura des actions symboliques. Ensuite, toute l'Europe se dressera, avec comme apothéose l'Europe de la solidarité face à l'Union européenne-néolibérale, égoïste et despotique.

Le réseau existe désormais sur le plan européen avec un secrétariat (composé des secrétariats français, belge et hollandais) directement branché sur l'ensemble des comités/collectifs nationaux. Le rassemblement à Bruxelles a exigé de tout le monde un effort matériel et humain énorme. Car il a supporté seul tous les frais d'infrastructure, de voyage, de propagande et de communication. Ce fut une étape indispensable pour établir la collaboration, créer la confiance et affronter les problèmes des mois qui viennent.

Un accord politique s'est dégagé entre toutes les composantes politiques et sociales. Il fallut de longues discussions. Car outre la diversité quant au milieu social, à la pratique militante, aux conceptions programmatiques des associations, le sens profond même de cet effort énorme était en discussion. Ainsi, considérations sociales, divergences importantes, et analyses fondamentales se sont exprimées avec vigueur.

L'accord politique comporte un triple volet :

- la base de la marche reste l'appel de Florence ;
- les Assises y ont ajouté un point important : le rejet des critères de convergence monétaristes néolibéraux, contenus dans le traité de Maastricht et désastreux sur le plan social ;
- nous lancerons un grand débat quant à l'alternative vis-à-vis de l'UE, aussi bien au sein de notre rassemblement qu'en dehors dans tout le mouvement ouvrier. La base de cette discussion c'est le projet d'Appel qui fut préparé par le secrétariat européen. Mais celui-ci n'a pas été adopté comme tel. Arrivé trop tôt (ou trop tard) dans la construction du rassemblement, il devait révéler certains désaccords importants ainsi qu'un déficit démocratique dans son élaboration. L'« Appel » a donc été ramené à une « contribution revendicative ». Celle-ci a été éditée avec les amendements déjà introduits et des contributions des Collectifs et des organisations participantes.

## UNE BATAILLE POLITIQUE À NE PAS RATER

Il est indéniable que le Collectif des Marches vit sur une contradiction importante : les forces réellement engagées sont avant tout (quoique pas exclusivement) l'aile radicale du mouvement social au sens large. Mais la plate-forme des marches (c'est-à-dire Appel de Florence, depuis Bruxelles « amendé » par le « rejet des critères de Maastricht ») est profondément unitaire et ouverte. Elle fut expressément conçue pour s'adresser à ceux qui, à un moment ou un autre, avaient « adhéré » à Maastricht tout en combattant les effets antisociaux du traité ou de la politique qui en découle.

Au sein du Collectif européen et des Collectif nationaux, il n'existe pas (encore ?) de consensus à propos du sens politique de l'initiative.

Ainsi, il y a des courants et des militants qui perçoivent les Marches avant tout comme un levier pour faire apparaître une opinion radicale. Il y a un fort penchant vers le « basisme » et l'idée de « témoignage » (où il y a confusion entre la méthode de travail à l'intérieur du rassemblement et l'objectif politique à atteindre vers l'extérieur). Cette préoccupation rencontre les aspirations d'une nouvelle génération militante qui a besoin d'un idéal socialiste. Tout cela pousse à donner une certaine priorité à préciser le profil idéologique de la plate-forme. Il faudra y répondre à travers la discussion désormais engagée. Car la spécificité du Collectif des Marches européennes c'est d'être porteur d'une perspective sociale radicalement différente, en rupture avec celle des gouvernements de l'UE et des directions traditionnelles du mouvement ouvrier.

Mais cette préoccupation ne doit pas occulter à la fois l'enjeu et la potentialité politique de la Marche.

Cet enjeu c'est la bataille pour infliger un recul voire une défaite à Maastricht et à l'UE. La potentialité c'est de gagner un écho voire des courants importants au sein du mouvement ouvrier, de plus en plus mis à mal par la politique néolibérale de l'UE. Enjeu et potentialité se rejoignent par ailleurs. Mais ils ne se concrétiseront que si le Collectif (peut-être plus encore les Collectifs dans chaque pays de l'UE) développe une démarche consciente dans ce sens.

## LA TEMPÊTE SOCIALE ET MONÉTAIRE

Il est superflu de spéculer si oui ou non l'Union monétaire se fera et à quelle date. Certes, la réponse n'est pas sans importance. Mais pour dégager, dès aujourd'hui, une ligne politique du mouvement ouvrier, il suffit de constater trois choses que nous avons mises en évidence depuis « le choc » de septembre 1992. Elles se corsent aujourd'hui dès lors que le dernier virage, oh combien pratique, de l'Union monétaire est engagée.

1- L'UE n'est pas et ne sera pas sociale et démocratique. Il est impossible de l'amender ou la réformer. D'ailleurs, aucun gouvernement ne le propose vraiment. Tous les projets dans ce sens (notamment venant du Parlement européen) sont écartés.

Cette exigence frappe au visage les dirigeants politiques et syndicaux qui ont engagé leur politiques et le sort de millions de gens à Maastricht. Les critères de convergence, c'est le néolibéralisme. Le « pacte de stabilité » (conclu au sommet de Dublin, décembre 1996) c'est le néolibéralisme « pour toujours ».

2- La tentative pratique, en cours, d'imposer la monnaie unique (avec la banque indépendante) augmente déjà et augmentera encore pendant toute une période d'instabilité monétaire au sein de l'UE (sans jamais arriver à bon port).

3- La résistance sociale est forte et est en train de se renforcer. Paradoxalement, l'UE pousse à la synchronisation des luttes et à des coordinations transversales (au sein et au-delà des frontières nationales et organisationnelles) de la part des secteurs actifs du mouvement ouvrier traditionnel. Cela vaut plus particulièrement pour le cœur de l'UE, c'est-à-dire France, Allemagne, Bénélux. Une dissidence massive a lieu parmi la population laborieuse. Elle frappera aussi le mouvement ouvrier traditionnel. Le bilan de ces 15 ans de néolibéralisme et d'europhobie est tiré. L'addition est présentée par une « société civile » vigilante et une classe ouvrière active.

## L'URGENCE DE LA PLUS GRANDE UNITÉ D'ACTION

Les directions social-démocrates (syndicales et politiques) sont donc confrontées à un terrible dilemme, soit elles se cramponnent à l'UE et à l'Union monétaire, mais alors les confrontations avec leurs propres bases (et des secteurs du mouvement syndical) vont se multiplier ; soit elles essaient de « coller » aux ripostes de la base, mais elles n'éviteront pas de prendre position par rapport aux critères de convergence. Plus elles retardent le choix, plus elles seront discréditées et délégitimées. On peut être certain que d'importantes parties de l'appareil syndical demanderont des comptes aux « sommets ».

Deux pistes d'action fructueuses se présentent qui donnent une dimension nouvelle et spectaculaire aux Marches.

La première, c'est d'entrer en synergie avec les luttes (comme cela c'est fait récemment à Clabecq, Renault et à la manifestation européenne des 70 000 à Bruxelles, appelée par les deux confédérations, FGTB et CSC, membres de la CES). Les collectifs dynamiseront l'activité à la base, opéreront les jonctions, porteront leurs revendications à Amsterdam et inviteront les militants à soutenir et à se joindre à la marche.

La seconde n'est pas moins importante. C'est de développer l'unité d'action la plus large. Cela requiert une attitude à la fois offensive et ouverte vers les secteurs du mouvement ouvrier et syndical qui s'opposent aux effets désastreux ou qui commencent à en tirer les conséquences revendicatives et programmatiques.

L'Appel de Florence est certainement trop léger sur le plan idéologique et de l'alternative à l'UE. En revanche, il est parfaitement adapté pour mener cette bataille politique. La pointe avancée de cette offensive unitaire c'est bien sûr le rejet des critères de Maastricht (et la priorité au social, à la lutte contre le chômage avec réduction massive du temps de travail sans perte de salaire). C'est cela la base d'une unité d'action, d'une convergence, d'une collaboration, d'une extension de l'aire des Marches vers des secteurs syndicaux qui nous observent avec intérêt mais hésitent à s'engager.

C'est sur cette base que nous sommes entrés en dialogue avec « l'Appel pour le plein emploi » des députés européens, Ken Coates (Labour, GB) et Otto Frieder Wolf (Verts, Allemagne). Malgré ce titre radical, entièrement en accord avec l'« Appel de Florence », le texte cache bien des ambiguïtés, puisqu'il s'agissait de ratisser large au sein du mouvement ouvrier traditionnel. But atteint au-delà de tout espoir puisque Notat, Monks et Gabaglio respectivement secrétaire général de la CFDT, du TUC et de la CES — acolytes acharnés de Maastricht — l'ont signé. Mais là n'est pas l'essentiel. L'important réside dans le fait que toute la gauche politique, syndicale et associative s'est engagée dans ce cadre, qui est aussi un pont possible avec l'initiative des Marches. Certes, dans le comité organisateur, des membres du Collectif européen des Marches ont été refusés sous la pression de la CES. Néanmoins, la réunion publique et ouverte, les 22 et 23 mai, à Bruxelles, fournira une opportunité à ne pas rater pour élargir le courant pour une véritable Europe sociale.

## AMSTERDAM ET APRES

L'apogée de l'initiative des Euro-marches sera la manifestation de masse à Amsterdam le 14 juin. Ce sera une démonstration de force marquant l'émergence d'un courant européen en rupture avec le néolibéralisme et l'Union monétaire, et en faveur d'une Europe engagée sur des priorités sociales. Là, on mesurera le nombre de manifestants, l'éventail des courants politiques et la pluralité des forces sociales représentées. D'ici là, de pays en pays, c'est de l'enracinement social, de l'intervention militante et du degré d'organisation qu'il dépendra, que se concrétise le souhait déjà maintes fois répétées de la stabilisation d'un réseau européen des luttes sociales.

A Amsterdam même, la Marche sera accueillie par la Plate-forme pour une autre Europe. Partie prenante des marches européennes, celle-ci organisera un contre-sommet pendant 5 jours : du 13 au 17 juin. Il s'agit d'une initiative autonome par sa plate-forme, ses participations, ses méthodes de travail, d'emblée plus politiques.

Notre courant marxiste-révolutionnaire qui a contribué d'une manière importante à ces initiatives, continuera à travailler dans ce sens, et à participer aux débats encore balbutiants pour définir une stratégie et un programme de travail anticapitalistes et internationalistes pour battre cette Europe du Grand capital.

# Enjeux et perspectives

Quand la banque américaine, Moody's Investors Service, vous décerne une bonne note, vous pouvez être sûr que votre peuple souffre. C'est le cas de la Grèce, qui a été promue, le 23/12/96, du niveau Baa3 à Baa1. Certes, ceci se traduit par un meilleur crédit parmi les cercles financiers internationaux, dont l'apport est considéré comme primordial pour un pays dont la dette extérieure est calculée par l'OCDE à quelques 38 milliards de dollars pour un PIB annuel d'environ 120 milliards de dollars. Or, la bonne note accordée par les milieux capitalistes est le prix d'une politique économique plus que « rigoureuse » — « la plus dure des dernières années », se vante le ministre « socialiste » de l'économie et des finances, Yannis Papantoniou.

*Par Ilyas Altinoglu  
Athènes, le 16 mars 1997*

## UN TISSU SOCIAL EFFRITÉ

Et pourtant, à en juger par les vagues de protestations dans le pays, tout le monde n'est pas d'accord. L'austérité dure déjà depuis plus de dix ans sans le moindre signe d'amélioration pour les gens : bien au contraire aussi bien le niveau de vie que le taux de chômage empirent. La seule réussite est la modernisation de la Grèce qui s'« européenne », dans le sens très précis de l'approfondissement de la déchirure sociale à l'instar des grands pays impérialistes. Désormais, la misère, la mendicité et la violence se propagent de plus en plus dans les grandes villes comme Athènes.

Les Grecs préfèrent se faire des illusions sur les causes. Un mélange éclectique de nationalisme agressif, substitut illusoire aux impasses de la crise, d'ouverture cosmopolite, enracinée historiquement dans la diaspora tant du capital que de l'émigration ouvrière, cherche la cause de la misère croissante soit dans le soi-disant retard dans le développement soit comme un prix à payer pour rattraper ce retard soit enfin comme une simple soumission aux diktats de la Commission européenne.

Or, ce schéma idéologique est en train de se heurter à la réalité de sa dynamique même. Albanais, Kurdes et autres Polonais immigrés (« illégaux » pour la plupart et dont le



nombre est estimé à un million pour une population de 10,3 millions), Gitans, Turcs et autres marginaux traditionnels de la société grecque, n'assurent qu'un mirage de prospérité relative à un niveau de vie en chute absolue. Si la baisse cumulative des salaires réels est chiffrée autour de 20 % pour la période 1985-1996, il faut y ajouter la baisse du salaire différé (plus difficile à chiffrer mais aussi importante) qui provient des réductions dans les dépenses sociales.

Ces dernières sont jugées parfois comme exagérées dans le sillage d'une privatolatrie béate pour laquelle tout ce qui est public est a priori condamnable. En effet, selon l'OCDE, « le

système des pensions reste l'un des plus généreux de l'UE » en Grèce. Or, ce même organisme trouve que les indemnités de chômage sont si ridicules (moins de 1 % du PIB pour un taux de chômage de 10 %, moins de 50 % du salaire minimum, durée de 5 à 12 mois) qu'ils deviennent un frein à la « flexibilité du marché du travail ».

La difficulté provient de ce que le tissu social qui peut amortir les rentabilisations privées (i.e. licenciements) est en train de perdre son efficacité, après tant d'années de « modernisation ». L'augmentation du taux de chômage en est un indice : depuis dix ans, il suit de près les mouvements du centre de l'Union européenne et il s'est « stabilisé » au dessus des 10 %. Cette convergence réelle avec le reste de l'Europe est également observée au niveau de l'évolution de la conjoncture économique et politique. Après la chute absolue de la production de 1993, la reprise n'a pas été plus euphorique que dans les grands pays européens (à l'exception de la Grande-Bretagne pour des raisons particulières). Cette reprise est largement hypothéquée par la mise en place des préparatifs maastrichtiens. Toutefois, la tendance à long terme du chômage, malgré les convergences européennes, est vers une flexibilisation plus aiguë (chômage des jeunes, des femmes, de longue durée). Les trois facteurs qui traditionnellement en permettaient l'amortissement sont en mutation :

► premièrement le chômage des jeunes qui était naguère amorti par l'insertion familiale, ne l'est plus en raison de son poids qui tend à prendre une allure sinon espagnole, du moins italienne ;

► second, les rapports privilégiés avec la campagne pouvaient dans une certaine mesure résoudre les problèmes les plus pressants, surtout dans ces années 80, relativement fastes pour l'agriculture. L'augmentation du taux de chômage, l'effet combiné de la Politique agricole commune (PAC) et de l'OMC font que la campagne ne peut plus jouer ce rôle. Par ailleurs, l'objectif avoué, dans un pays où 20 à 23 % de la population est dans le secteur agricole, est la réduction des deux-tiers de cette population pour renforcer la compétitivité ;

► troisièmement, la flexibilisation très poussée de la force de travail via une structure traditionnelle revitalisée de petites entreprises et d'économie dite souterraine. Certes, il est très difficile de décrypter précisément des évolutions qui sous un même label sont en fait contradictoires. Mais on sait qu'une grande partie des travailleurs dits « indépendants » (presqu'un tiers de la force de travail, contre un sur sept en UE) sont des travailleurs modernes à salaire aux pièces, forme particulièrement dure d'exploitation et de précarité, qui ne concerne pas que les immigrés ! Une partie de ce travail, précaire et partiel, parfois complémentaire, souvent féminin et jeune et toujours à cadences infernales, est d'ailleurs au noir : les difficiles calculs de l'économie « parallèle » donnent un chiffre qui va de 30 % à 50 % du PIB !

## UN CONSENSUS VULNÉRABLE

À ces tendances lourdes, comme à la morosité ambiante du capitalisme européen, il faut aussi ajouter les choix politiques de la convergence européenne qui ont déjà saboté la timide reprise de 1994 et qui vont probablement aussi transformer cette année 1997 en une année de faillite politique du projet monétaire.

Dans la course aux critères de convergence, la Grèce n'a

qu'un seul atout : être le seul pays parmi les quinze, exclu, a priori de la première vague de l'Union monétaire et économique. En effet, critères financiers obligent, la Grèce se trouve en défaut sur tous les fronts : inflation de 6,5 %, dette publique de 113,4 %, déficit public de 4,2 % (prévisions gouvernementales pour 1997, qui tablent sur une augmentation du PIB de 3,3 %). Même les plus farouches partisans d'une austérité européenne n'ont pas osé proposer que la Grèce soit dans le peloton de tête.

Ce qui n'enlève rien à la gravité de la politique de convergence, puisque toute la question dépend de la case de départ et du cadre idéologique. La case de départ étant déjà défavorable — lors de la signature du traité de Maastricht — requiert une austérité d'autant plus dure. Le cadre idéologique a été par contre hautement consensuel, jusqu'à récemment encore, ce qui ne constitue pas une particularité grecque, si on en juge par les débats récents y compris dans un pays comme l'Allemagne.

Vu le poids du pays au sein de l'UE, il n'est pas complètement absurde de reconsidérer les attitudes souvent apparemment contradictoires, face à une UE dont le noyau capitaliste libéral veut extraire toute l'âme sociale conquise par les travailleurs depuis plus d'un siècle de luttes. Certes, le traité de Maastricht a été signé par la Grèce, par un gouvernement de droite dans sa petite parenthèse (dure) au pouvoir. Mais il est tout aussi vrai que la social-démocratie européenne s'était déjà soumise aux chantages du libéralisme. Le PASOK ne fait pas exception et la mort du leader charismatique, Papandreou, il y a un an, a confirmé la montée d'une nouvelle direction plus « moderniste » et « européenne » et moins « nationaliste », prête à affronter sa base même, comme l'ont montré les luttes récentes tant des paysans que des professeurs. En effet, le carcan consensuel d'une nécessaire convergence maastrichtienne pouvait se maintenir tant que l'alternative se limitait à un repli nationaliste : l'explosion nationaliste locale des dernières années 80, face surtout aux voisins turc, macédonien, albanais, et aussi par rancœur contre les grandes puissances de la part d'un pays qui veut se considérer comme relativement pauvre et délaissé, n'a pourtant pas pris une tournure de repli autarcique.

La preuve en est la victoire des pro-européens au sein du PASOK, ainsi que la victoire de ce parti aux élections de septembre 1996. Et on peut y ajouter le paradoxe d'une droite toute entière tournée vers l'Europe, sans que le nationalisme n'y ait provoqué des ruptures de type « souveraineté nationale » comme on en connaît dans d'autres pays. En fait, parmi les forces politiques parlementaires il n'y a que le PC qui n'arrête pas de faire porter la faute pour tous nos maux sur les « étrangers », américains, européens et autres. Même un parti comme le DIKKI (Mouvement démocratique social, scission du PASOK) n'étend pas sa critique du traité de Maastricht jusqu'à une demande de rupture. D'une certaine façon, le retour au parlement du Synaspismos (Rassemblement de la gauche et du progrès, a réussi à attirer après les élections une partie de syndicalistes et des communistes) a consacré sa ligne du « hors de l'Europe point de salut », même si sa propre interprétation se résume essentiellement en marchandages de couloir ou en batailles parlementaires à Strasbourg ou à Bruxelles.

L'entrée de Synaspismos au parlement, l'apparition d'une force comme le DIKKI ainsi que le renforcement relatif du PC (chacun de ces partis ayant eu autour de 5 % de voix), plus la victoire du PASOK, ont posé la Grèce comme un des rares pays de l'Europe où le personnel proprement bour-

geois ne réussit pas à sortir d'une marginalité relative. En fait, la droite grecque (un seul parti rassemble tout ce beau monde : Nouvelle Démocratie) traverse une crise récurrente dont l'origine est son éloignement durable du pouvoir : si on excepte l'intermède de 1990-1993, quand elle a essayé de gouverner avec une majorité parlementaire d'un seul député, cela va faire 20 ans aux prochaines élections qu'elle est loin du pouvoir.

Or, précisément, si le PASOK a encore réussi à se faire élire, cela n'a pas été pour son programme de misère maastrichtienne, mais pour endiguer une attaque, plus dure encore, de la droite. Même au plus fort de la campagne électorale on ne pouvait trouver de militant du PASOK qui soutint le programme de sa direction ! Les élections de septembre 1996 ont bien été la consécration d'un rapport de forces en faveur de la gauche et c'est ainsi qu'elles ont été perçues. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Parce que, malgré l'optimisme affiché pré-électorale, le gouvernement « socialiste » devait augmenter les recettes et réduire les dépenses : les mères de familles nombreuses, dont les allocations familiales étaient ainsi jugées superflues, comme les retraités, dont l'imposition pouvait être augmentée, furent symboliquement les premiers à descendre dans les rues. Le nouveau budget allait en partie donner raison aux premières en espérant que les difficultés allaient s'arrêter là.

## DES LUTTES QUI OUVERT DES BRECHES

Ceci n'a pas été le cas. Les ouvriers marins, qui ont suivi, ont mené une lutte très dure pendant des semaines : ce qui a fait déborder le vase était précisément une imposition supplémentaire. Mais le problème de fond touche à la réalité très dure d'un secteur florissant de la bourgeoisie grecque ainsi qu'aux résultats d'une libéralisation mondiale des transports maritimes. Les quelques noms mondialement connus d'armateurs grecs ne sont pas des cas isolés. En disposant de la première flotte du monde et de plus de la moitié de la flotte européenne, le capital grec est une vraie « superpuissance » du secteur, comme le montre à la caricature cet armateur grec venu de nulle part qui a failli acheter l'entière flotte roumaine léguée par Ceaucescu (scandaleux bradage qui a été évité de justesse) ! En mars 1996, on comptait à plus de 3 246 les bateaux de commerce sous propriété grecque, avec un tonnage total de 75 160 000 tonnes. Or, de tous ces bateaux seulement 2 019 (tonnage de 28 millions) battaient pavillon grec (quinze ans auparavant les chiffres correspondants étaient 3 896 bateaux et 43 millions de tonnes). C'est que capital « volatile » le capital d'armateur l'est sûrement. Comme aussi son caractère justement supranational : le puissant centre des armateurs, grecs, le « Committee », se trouve à Londres et non pas au Pirée ! Pourquoi alors s'étonner que cette prospérité du capital soit inversement proportionnelle à celle des marins ? Les 120 000 marins de 1974 ne sont plus que 30 000 actuellement. A l'origine se trouve le mot : rentabilisation. Pour la bourgeoisie, l'affaire est simple : il n'y a qu'à suivre l'exemple récent des Pays-Bas (qui ont levé toute obligation de nationalité sauf sur le capitaine qui seul continue à devoir être hollandais) ou encore mieux de la Grande-Bretagne qui a libéralisé complètement son régime. La libéralisation à outrance du commerce mondial non seulement ouvre des possibilités énormes pour faire des profits, mais aussi donne au capital proprement supranational (financier, de transport et autre) la possibilité de mépriser toute réglementation sociale, ouvrière, en somme « archaïque », posée par les États, qui

voudraient protéger l'environnement ou les hommes qui y vivent ou y travaillent. Plus que les marins, quand les paysans sont entrés en lutte, avec blocages des voies nationales, ils avaient aussi en face d'eux un gouvernement-courroie de transmission des décisions prises par Bruxelles et par l'Organisation mondiale du commerce et assorties d'une idéologie de « nécessité économique ». Or, la dernière n'est pas si évidente pour une agriculture qui a réussi à produire de façon tout a fait « rentable » le coton dont a besoin l'Europe. La production de cette année a connu un record négatif (962 000 tonnes contre 1 300 000 tonnes en 1995-1996) à cause des conditions naturelles (inondation, grêle), mais reste au-dessus du quota européen (800 000 tonnes). Ce qui a permis aux marchandages de Bruxelles de fixer un prix du coton à 290 drachmes (où est incluse l'« amende de corresponsabilité » pour excédents). Cela semble amortir la baisse des revenus, mais ne donne pas d'issue aux problèmes agricoles. En schématisant, on pourrait dire que l'aspect le plus explosif ne concerne pas les cultures « rentables » des grandes plaines, mais bien une structure sociale qui a déjà poussé (sur les montagnes et près de la mer) une grande partie des petits paysans à avoir une double occupation : dans leur petit terrain de culture et dans les services ou dans une usine proche comme salariés. La volonté d'exclure tous ces gens des mécanismes officiels de subventions, aides, etc., est censée réaliser la modernisation, à savoir la réduction des deux tiers de la population paysanne, au profit d'une agriculture capitaliste rentable, mais elle risque non seulement de vider la campagne mais aussi de faire disparaître toute culture de qualité.

Quand (le 20/1/97) les 60 000 professeurs du secondaire sont entrés en lutte, ils ne soupçonnaient peut-être pas qu'ils allaient tenir une grève de huit semaines. Après tout, ce qu'ils demandaient n'était pas extraordinaire et en plus leur syndicat n'est pas hostile au parti gouvernemental (en grande partie, c'est la tendance syndicale proche du PASOK qui a mené la lutte !). Or, ils se sont ainsi heurtés aux conditions très restrictives du programme de convergence et à sa logique de réduction des dépenses sociales. Certes, leur détermination et la sympathie dont ils ont joui au sein de la population, malgré la désorganisation des écoles pendant deux mois, sont dûs aussi et surtout à l'état lamentable d'une éducation publique ultra-sélective, qui accumule violences et misère sans débouchés professionnels et sans pédagogie centrée sur la connaissance et la culture — les explosions périodiques des lycées le montre. Malgré l'organisation d'une solidarité par des élèves et des parents, le mouvement des professeurs n'a pas pu provoquer une extension qui aurait pu faire reculer un gouvernement qui paraît même content d'avoir « économisé » deux mois de salaires.

Cependant, l'irruption des masses ouvrières et paysannes qui ont transcrit les données du débat pour le poser en termes de classe et de besoins ouvre certaines brèches dans le consensus sur les nécessités et conditions monétaires. On le voit dans l'impact que semblent connaître les propositions pour la marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion. En effet, la perspective d'une riposte unitaire des travailleurs européens contre l'Europe du fric et des banquiers offre enfin une issue de classe au refus des travailleurs à répondre par un repli nationaliste à l'Internationale des marchés et du capital. C'est là que se fonde l'optimisme du comité grec pour l'organisation de la marche.



# Livres du mois

**Pierre Rolle, OÙ va le salariat ?, Cahiers libres Editions Page deux-Fondation Marcel Liebman.**

Ce livre d'une centaine de pages est d'une rare densité, et cela n'en rend pas toujours l'abord facile. Mais l'investissement en vaut la peine. Rolle est un sociologue qui se définit comme un disciple de Naville. Et il va au cœur du débat sur le travail et le salariat, en prenant les questions au fond et en ne craignant pas d'avancer des réponses qui ne peuvent qu'intéresser les militants. Il conclut ainsi une discussion des thèses de Gorz en affirmant nettement que « la classe ouvrière, c'est-à-dire la classe des salariés, représente désormais la grande majorité de la population ». Le chapitre le plus innovant est intitulé « Travail et salariat ». La thèse galvaudée sur la perte de centralité du travail est proprement inversée. Le débat sur la notion de travail manifeste, selon Rolle, « la diffusion du modèle d'organisation industriel à l'ensemble de la société, la centralité réelle du travail (déniée par des sociologues qui s'attachent au fait que la pratique d'un travail singulier n'entraîne plus des modes de vie différents, mais ne voient pas la prégnance, l'hégémonie des formes de comportement liées au travail, à sa préparation, à sa recherche, à son accomplissement...) ». Si transformation il y a, elle se produit là où on ne l'attendait pas. L'automatisation recèle en effet des « germes de libération » non pas tant parce qu'elle permettrait au travailleur de « dominer le segment de production » dont il était « l'agent passif », mais parce qu'elle implique une « perte d'autonomie de l'entreprise ». On assiste en même temps à une « déconnexion généralisée des opérations mécaniques et de l'activité humaine » qui fonde « la possibilité d'organiser plus librement les formes collectives de travail humain ». Discours optimiste, mais sans être naïf. Il va de soi pour Rolle qu'une telle libération « ne peut être attendue d'un mûrissement serein des sociétés, ni accomplie sans conflit réel ». La perspective est cependant ouverte d'un passage à un « mode de socialisation plus large de l'usage de la force de travail ». Cette dissolution des métiers s'exprime aussi par la modification des carrières professionnelles qui appelle un « salaire de la disponibilité ». Le statut de travailleur ne lui serait plus concédé par une entreprise « particulière » mais par un État qui serait devenu une « coopérative de travailleurs ». L'ambition de Rolle est donc claire : il s'agit ni plus ni moins d'aller chercher, dans les transformations actuelles du travail, les bases matérielles d'une forme de socialisme post-taylorien. Voilà ce qui rend ce livre passionnant.

Maxime Durand

**Appel des économistes pour sortir de la monnaie unique, La monnaie unique en débat, Editions Syros, Paris, 1997.**

Les perspectives de l'unification monétaire européenne deviennent chaque jour plus incertaines et les déluges de propagande pour l'« Euro » quotidiennement déversés par les gouvernants et les médias apparaissent de plus en plus

décalés par rapport au doute existentiel qui a saisi l'Europe. L'ouvrage collectif *La monnaie unique en débat* vient fort à propos nourrir la réflexion sur les enjeux réels de la monnaie unique. Le lecteur avide de certitudes n'y trouvera pourtant pas son compte. Les auteurs de cet ouvrage collectif figurent parmi les plus de 300 signataires de l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique » lancé au printemps 1996 et constitué depuis en association : leur diversité reflète bien celle des signataires. Entre Christian Tutin, qui se prononce pour une révision des critères de Maastricht vers une « convergence socialement acceptable » — oubliant que la convergence vers le bas des taux d'inflation, dont il se félicite, n'a été obtenue que grâce à l'envolée du chômage dans toute l'Europe au cours des années 80 —, et Michel Husson, qui démontre que la philosophie même du processus maastrichtien le rend inamendable et qu'il faut s'y opposer frontalement pour que son probable échec ne bénéficie pas qu'à l'extrême droite il y a plus que des nuances. Pourtant tous les auteurs partagent une vision extrêmement critique de la mécanique de Maastricht et pronostiquent son échec probable. Jacques Mazier, sceptique sur le « bond en avant » fédéraliste dont rêvent les plus europhiles, propose des politiques de relance concertée et la mise au point d'une « monnaie commune » (qui ne servirait qu'aux transactions entre États et Banques centrales européennes). Suzanne de Brunhoff avance également cette proposition, la reliant de façon très éclairante aux suggestions de Keynes en 1944, que les USA avaient rejetées pour imposer l'hégémonie du dollar. Jacques Berthelot préconise l'avancée vers un véritable budget européen, ainsi que la taxation des mouvements de capitaux pour permettre aux États de reprendre l'initiative face aux marchés financiers. On regrettera seulement que les auteurs n'aient pas davantage développé la discussion des modalités et des conséquences de cette taxation, qui donnent lieu à bien des controverses. Peut-on sortir de l'étau des marchés financiers par des mesures techniques bien dosées, sans crises financières majeures ? A en juger par l'obsession des spéculateurs pour la liquidité de leurs avoirs, on peut en douter. Mais le caractère extrêmement pédagogique des diverses contributions leur permet d'éclairer les enjeux de la période qui vient.

Michel Dupont



## Belgique

### L'actualité d'Ernest Mandel

85 personnes ont participé à la journée d'étude, organisée par la Fondation Ernest Mandel, dans les locaux de la V U B. (Vrije Universiteit Brussel, — à ne pas confondre avec l'ULB). Le public venait des milieux intellectuels (académique et en dehors), syndicaux (plusieurs dirigeants, les services d'étude), politiques (ex-dirigeants du PC, militants et ex-militants du POS). Beaucoup avaient connu E.Mandel, mais il y avait aussi des jeunes attirés par le marxisme.

C'est la rectrice de la VUB, le prof. Els. Witte, qui accueillit les participants. Elle a commencé par rappeler le rôle que Ernest a joué à la VUB : le sérieux de son enseignement et son impact sur ses étudiants - dont plusieurs sont aujourd'hui professeurs à la VUB et membres du comité de soutien de la Fondation. Insistant sur l'étroite collaboration entre son Université et la Fondation, elle mentionnait la mise en chantier d'un projet d'étude en cours, portant sur la bibliographie commentée d'E.Mandel, ainsi que sa volonté de collaborer à l'organisation d'un grand Colloque international.

Gabriel Maissin (prés. de la Fondation du côté francophone) introduisait sur le rôle que la Fondation devrait jouer. Entreprise scientifique et critique, pluraliste et indépendante, elle vise à rassembler le maximum de documents concernant la vie et l'œuvre de Mandel, notamment dans « un souci de mémoire immédiate ». Le sens n'est pas d'établir « une école mandelienne » mais d'opérer « une appropriation critique, contradictoire et collective des résultats et de pointer sur l'imbrication des travaux de Mandel avec l'ensemble des et des problématiques qui ont jalonné les sciences humaines, ... ».

Une première discussion portait sur la manière dont E.Mandel a abordé « la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière en Europe occidentale ». Elle mettait face à face François Vercamment et Matéo Alaluf (prof. ULB, et président de la fondation Marcel Liebman). Une deuxième : Marcel van der Linden (chercheur à L'Institut d'histoire sociale, Amsterdam) et Eric Toussait (Fondation Léon Lesoil) qui débattaient sur « l'impossible socialisme à l'Est ? ».

Finalement, il y avait un débat plus général très animé sur « la portée de l'œuvre d'E. Mandel » où prenaient la parole Roland Lew (prof. ULB et à Paris), Alain Tondeur (rédacteur en chef de *La Gauche*) et Paul Verbraeken (président de la Fondation du côté flamand). Les communications et les débats seront publiés.

Finalement, les perspectives de travail pour la Fondation qui, avec ce colloque, a vraiment décollé, furent développées par F. Vercammen (directeur de la Fondation).

Pour tout contact : Fondation Ernest Mandel, Boîte Postale 139, 1000-Bruxelles-1, Belgique.

## France

### Assises pour les droits des femmes

Après la manifestation du 25 novembre 1995, qui avait rassemblé 40 000 manifestantes et manifestants pour défendre les « droits des femmes », à l'initiative de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) et de plus d'une centaine d'organisations, rendez-vous avait été pris pour des Assises nationales sur le même thème. Celles-ci se sont tenues les 15 et 16 mars à l'appel d'un Collectif national de préparation rassemblant 166 organisations.

Et, une nouvelle fois, ce fut un beau et incontestable succès. Par le nombre des participantes — 2 000 femmes et quelques hommes —, par la grande qualité des débats, par la portée des engagements pris. Ni meeting ni colloque, l'ensemble ressemblait plutôt à une sorte de « congrès » : une relance du combat pour les droits des femmes, l'affirmation d'un nouveau féminisme...

La réunion a été organisée autour de huit ateliers : Elles choisissent ; Femmes dans la vie publique ; Violences faites aux femmes ; Pauvreté, Précarité, immigration ; Citoyenneté, Laïcité, Ordre moral ; Droit au travail ; Famille et politiques familiales ; International.

L'atelier Femmes dans la vie publique a connu le débat le plus vif, autour du thème de la parité : faut-il soit un changement constitutionnel soit une loi imposant une représentation politique paritaire ? Le scandale de la marginalisation des femmes dans la vie publique, les palinodies de Alain Juppé sur cette question — après avoir demandé un rapport sur la parité et un débat au parlement, il propose, « à titre personnel », quasi rien ! — ont renforcé l'aspiration à une solution volontariste et rapide au problème. Ce qui tend à faire l'économie d'une réelle réflexion sur les effets pervers d'une telle loi quant à la défense des intérêts des femmes et pour ce qui est de la citoyenneté. La règle du consensus qui a régi les Assises a conduit sur ce point à une formulation de compromis. Quant à l'atelier sur le Droit au travail, il a été dominé par des rapports et des témoignages qui ont permis de prendre la mesure de l'ampleur des drames que connaissent les femmes : formes modernes d'exploitation avec le temps partiel, l'accroissement de la flexibilité, harcèlement sexuel, marginalisation par la précarité et rejet par le chômage... La nécessité d'une campagne prioritaire sur la question du travail s'est imposée au sortir de ces débats comme une évidence. Sur la base des travaux des divers ateliers, une plate-forme a été adoptée qui représente un engagement collectif pour mener des campagnes, prendre des initiatives, affirmer une référence centrale en termes de droits des femmes par rapport à la classe politique, et ce à la veille des élections de 1998.

A la fois unité la plus large et une radicalité incontestable : c'est une belle démonstration politique que ces Assises ont réalisé.

Valérie Sée  
Francis Sitel

Nouvelles du Monde